

Mémoire déposé par Haïke Jos Bricaud  
Avocat au barreau de Toulon et à la Cour d'appel d'Aix  
en Provence, par courriel du 30 octobre 2023 à 16h32. (38 pages) Em n° 1

# ENQUÊTE PUBLIQUE

- SAINT GINGOLPH -

## MEMOIRE

SOCIETE BOCHATON FRERES

COMMISSAIRE ENQUÊTRICE - Mme Claire RATOUIS

2023

Maître Yves BILLIoud  
Avocat au Barreau de Toulon et à la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence  
Ancien Directeur-adjoint de l'Institut de Droit Immobilier  
39, Avenue Alphonse Denis - Villa du Docteur Léon-Emile Vidal  
Hyères-les-Palmiers (Var)  
Téléphone : 06.23.71.45.95 Mail : [billioud.avocat@gmail.com](mailto:billioud.avocat@gmail.com)

Palais de Justice - Toque N° 28

## MEMOIRE

Réf. <https://www.haute-savoie.gouv.fr/Publications/Actions-participatives/Enquetes-publiques-et-avis/2023>

### REQUERANT

La SAS «BOCHATON FRERES» Société par Actions Simplifiée au capital social de 250.000 euros :

- Siège social à Evian les Bains 74500 au 18, Boulevard du Royal des Mateirons
- Plateforme de recyclage à Saint Gingolph 74500 - Sous-Blanchard - Lieudit La Chenilla<sup>1</sup>

Immatriculée au RCS de Thonon-les-Bains sous le N° 796 580 447 représentée par son Président en exercice

**AYANT POUR AVOCAT** : Maître Yves BILLIoud du Barreau de TOULON (var) domicilié à Hyères (var) au 39, Avenue Alphonse Denis et, au **Cabinet duquel domicile est élu**.

### NOTIFICATION A Madame La COMMISSAIRE ENQUETRIX

Madame Claire RATOUIS, Commissaire enquêtrice en Mairie de Saint-Gingolph sise à Saint-Gingolph 74500 au, Rue de la Puyaz.

Email : [ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr](mailto:ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr)

<sup>1</sup> PAIC du 17 Mars 2022



<b>PREAMBULE .....</b>	<b>5</b>
PAIC-2021-0091 - SAGRADRANSE - carrière des Étalins sur la commune de Meillerie .....	6
Projet de protection de la RD 1005 contre les chutes de pierres, de blocs et éboulements (Meillerie) .....	6
<b>A TITRE LIMINAIRE.....</b>	<b>6</b>
Articles L. 123-13 et R. 123-13 à R. 123-18 du code de l'environnement .....	8
<b>PREAMBULE .....</b>	<b>8</b>
<b>SUR LE « DEFICIT » OU « TENSION » DE MATERIAUX DANS LE CHABLAIS .....</b>	<b>11</b>
Définition des termes « Tension » et « Déficit » .....	11
Rapport de présentation du PLU de Saint Gingolph .....	11
Site Pappers - Code NAF 08.12Z - Haute Savoie .....	11
Tableau des exploitations de carrières - NAF : 08.12Z sur le Chablais .....	12
Détermination de la production de roches massives en Chablais par Sagradranse .....	12
Les carrières exploitées par Sagradranse dans le Chablais .....	12
Extrait Pappers - octobre 2023 - Entité Chavaz .....	13
Extrait Pappers - octobre 2023 - Entité CHB .....	13
Conservatoire du littoral - Protection du Lac Léman « Mare Nostrum » .....	15
Risque écologique & Avifaune .....	15
La Commission CIPEL & les accords .....	16
Visualisation des actions de la Commission CIPEL .....	16
<b>SUR L'ARTIFICIALISATION DES SOLS.....</b>	<b>17</b>
<b>SUR LES EFFETS CUMULES &amp; CONSOLIDES.....</b>	<b>17</b>
Absence d'étude de flux de camion sur le chargement du quai de Locum .....	17
Mise en place du RER SUD LEMAN .....	18
Absence « apparente » de concertation entre les deux carrières, dirigées pourtant par le même groupe.....	18
Empreinte Via Rhona & limite nord de l'emprise carrière.....	18
Géoportail & Via Rhona.....	18
Remise en état de l'ancienne carrière de la Chenilla .....	20
<b>SUR LE FORTAGE &amp; LES BAUX COMMERCIAUX .....</b>	<b>20</b>
Exploitation de la future carrière sur une surface d'environ 250 ha et non 32 ha .....	20
Domaine d'application des Baux commerciaux & Domaine public.....	21
Bourgeoisie de Saint Gingolph : Indivision propriétaire de la majorité des terres.....	21
<b>SUR LA COMMUNAUTE D'INTERETS ENTRE SAGRAVE &amp; CHB .....</b>	<b>22</b>
Extrait RCS du Groupe CHB.....	23
Extrait RCS du Groupe Sagradranse.....	23
Extrait RCS du Groupe Sagrave .....	23
<b>SUR L'USAGE DE L'EAU &amp; LE DOMAINE PUBLIC.....</b>	<b>24</b>
Article L.2124.8 Code général de la propriété des personnes publiques .....	24
Mission interservices de l'eau et de la nature (MISEN) .....	25
Le décapage des stériles de découverte.....	25

<b>SUR LA PROTECTION DE LA FLORE &amp; LA FAUNE .....</b>	<b>25</b>
Faune aquatique .....	26
Ripisylve.....	26
Présence de 3 quais de déchargement à moins de 4 km .....	27
<b>SUR LE TRAITEMENT DES DEBLAIS SUISSES EN FRANCE .....</b>	<b>27</b>
Risques majeurs de pollution du Lac Léman .....	27
<b>SUR LES ZONES REDHIBITOIRES.....</b>	<b>28</b>
Article R.122 Code de l'environnement .....	28
Schéma Directeur des carrières.....	28
Classification des enjeux connus en région Auvergne-Rhône-Alpes .....	29
<b>SUR L'UTILISATION INDUSTRIELLE DE L'EAU .....</b>	<b>29</b>
<b>SUR LE CHEMIN FORESTIER.....</b>	<b>32</b>
<b>SUR LES DIX NEUF (19) RECOMMANDATIONS DE LA MRAe .....</b>	<b>32</b>
Les 19 recommandations de la MRAe (avis sur 21 pages) .....	32
Observations sur la réplique du porteur de projet CHB face aux 19 recommandations de la MRAe .....	33
Valeur & portée juridique de l'étude d'impact RNT .....	35
Objectifs du RNT .....	35
Absence de production du RNT par le porteur de projet CHB .....	35
Respect des normes législatives et réglementaires régissant l'enquête publique .....	35
<b>DEMANDES FAITES À MADAME LA COMMISSAIRE-ENQUÊTRICE .....</b>	<b>37</b>
<b>A TITRE LIMINAIRE D' INVALIDER l'enquête publique pour violation des textes impératifs : .....</b>	<b>37</b>
<b>A TITRE PRINCIPAL D' EMETTRE en son rapport un avis défavorable pour : .....</b>	<b>37</b>



**PREAMBULE**

Il convient de souligner que le porteur de projet CHB se dispense de ses obligations d'informations.

Il est utile et nécessaire de rappeler que ces informations ne sont pas optionnelles, qu'elles visent à permettre au public de connaître parfaitement les conditions dans lesquels le projet est élaboré, puis de vérifier véritablement les effets de celui-ci tant sur le plan économique, écologique et environnemental, et de s'assurer que l'impact est proportionnel et acceptable tant sur la qualité de vie des habitants que sur les désordres ou/et destruction qu'il engendrerait.

Or il est très regrettable de constater que le porteur de projet CHB :

**Fait 1er - Se dispense de déposer l'étude d'impact RNT**, sur le site préfectoral : étant précisé que la pièce intitulée : « CHB\_St-Gingolph\_Note\_synthese\_RNT » qui est fallacieusement datée du 9 mai 2023, laisse supposer que les réponses sont apportées aux recommandations faites par la MRAe, et plus particulièrement à la 19<sup>ème</sup> recommandation ; or ce n'est nullement le cas....

EN EFFET, dans le dossier déposé sur le site préfectoral en date du 23 octobre 2023, le porteur de projet CHB mentionne en page 19 :

N° DE PAGE DE L'AVIS	REMARQUE DE LA MRAE
	L'Autorité environnementale recommande de prendre en compte dans le résumé non technique les recommandations du présent avis.

Le résumé non technique sera mis à jour conformément à la demande. La version réactualisée sera intégrée au dossier d'enquête publique.

Le porteur de projet se contente de dire que : « le RNT sera mis à jour »... Le but visé est donc de ne pas tenir informé le public ! Et de ne pas lui permettre **d'apprécier la justification !**

Il est évident que ce procédé vise à leurrer le public qui se fiant à l'apparence, peut être dupé sans mesure. Cette méthode conduit à penser que l'ordre et la chronologie sont respectés, ce qui n'est pas le cas, sauf à considérer que la version portant mention d'une future « mise à jour », et d'une « version réactualisée » qui « sera intégrée au dossier d'enquête publique », suivant le bon vouloir du porteur de projet, doit être considérée comme suffisamment informatif...

Il s'agit ici, d'un manque de respect des textes, des populations, de l'environnement et en premier lieu de l'organisation d'une enquête publique dont la vocation doit être le contrôle et la vérification de la conformité du projet....**de surcroit, aucune information, aucun lien ne figurent sur le site de la Mairie de Saint Gingolph !**

**Fait 2e -** Ne fait aucune réponse de fond aux recommandations de la MRAE :

- ✓ Sur le manque de matériaux similaires dans le Chablais pouvant justifier la mise en œuvre de la carrière de Saint Gingolph ;
- ✓ Sur les effets cumulés (Environnement, Lac Léman, Avifaune....) du fait du fonctionnement des deux carrières de roches massives qui vont être exploitées sur deux communes proches (4 km : Meillerie et Saint Gingolph) par un même groupe de société (Chavaz\_CHB\_SagraVe\_Sagra dranse) ;

**Fait 3e -** Ne dépose pas dans le délai imparti par les textes, l'avis MRAe, sur le site préfectoral ;

**Fait 4e -** Ne dépose pas dans le délai imparti par les textes, les réponses aux recommandations sur le site préfectoral ;

Par ailleurs, il est important de distinguer entre l'Intérêt Général et les intérêts privés.

#### **PAIC-2021-0091 - SAGRADRANSE - carrière des Étalins sur la commune de Meillerie**

Or à la lecture des conclusions motivées et du rapport de synthèse lors de l'enquête publique sur Meillerie<sup>2</sup>, il ressort que des généreuses participations et des actions d'acteurs économiques locaux sont certes d'une grande utilité à la commune qui en bénéficie, mais il ne s'agit ici que d'un intérêt local.

Ainsi, doit-on au prétexte d'un investissement financier local, fouler aux pieds l'intérêt général et le patrimoine environnemental, quid du Bien Commun ?

La question se pose clairement, et il n'est pas convenable de ne pas l'examiner attentivement, car c'est ce genre de confusion entre l'intérêt privé et l'intérêt général qui conduit à des débordements que nul ne peut contenir dès lors qu'ils ont échappé dès la conception à la précaution et la préservation qui relèvent de la primauté de l'intérêt général, qui lui, doit garantir les générations futures de la sauvegarde nécessaire d'un lac tel que celui du Léman qui certes mérite une attention particulière et de conservation, car en effet, l'enjeu dépasse l'intérêt privé et local ! Il s'agit ici du « Bien Commun » selon les vertus de l'adage : « *Communi utilitati serviendum est*<sup>3</sup> ».

#### **Projet de protection de la RD 1005 contre les chutes de pierres, de blocs et éboulements (Meillerie)**

Puis, il convient de préciser qu'une enquête publique est en cours sur la D1005, savoir : surélévation du merlon existant et construction d'une galerie de type portique et d'une galerie de type casquette.

Ladite enquête se déroule du 9 octobre au 10 novembre 2023, Monsieur Jean-François MARTIN ayant été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur <https://www.registre-dematerialise.fr/4800/>

Ainsi, du fait des effets cumulés que vont engendrer le fonctionnement simultané des deux carrières « Les Etalins » et Saint Gingolph » sur le transport routier, il conviendrait de joindre les enquêtes publiques afin de permettre une analyse concrète.

### **A TITRE LIMINAIRE**

L'avis délibéré de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) de la région Rhône-Alpes a été rendu le 2 mai 2023. Cet avis vise à améliorer la conception du projet et la participation du public à l'élaboration des décisions qui le concernent. Il porte sur la qualité des Etudes d'impact (Etude d'impact RNT comprise) présentées avant l'ouverture de l'enquête publique par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le projet.

Conformément à l'article L.122-1 du Code de l'Environnement faisant obligation au porteur de projet d'apporter une réponse écrite à l'Autorité environnementale, et dans le but de permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier de manière optimale au cours de la procédure d'instruction, les caractéristiques du projet d'exploitation de l'installation, sur son site et dans son environnement, le présent document a pour objet

<sup>2</sup> **Rapport de synthèse** : Demande d'autorisation environnementale déposée par la Société SAGRADRANSE portant sur le renouvellement d'autorisation d'exploiter la carrière des Étalins sur la commune de Meillerie (74) - Commissaire enquêteur, M. Dominique MISCIOCLA

<sup>3</sup> [On doit se dévouer à l'intérêt public](#)



d'apporter une **réponse complète** aux recommandations formulées dans l'avis MRAe.

Conformément à l'article R. 123-8 du Code de l'Environnement, ce document est inséré au dossier de demande d'autorisation environnementale présenté à l'enquête publique, est ainsi mis à disposition du public dans le cadre de l'enquête publique relative à l'instruction du dossier.

Ce document qui doit former un **ensemble cohérent** est clairement identifié par la Doctrine, la Jurisprudence et les Autorités, comme une pièce essentielle du dossier qui doit **permettre au public** de **suivre les échanges** entre les services de l'état et le porteur de projet, d'en **apprécier la justification** et les modifications nécessaires et préconisées dudit projet.

En outre, le document est présenté par le porteur de projet le **23 octobre 2023** ; en effet, à la date du 21 octobre, aucun document ne figurait sur le site :



La réponse conforme aux textes a donc été déposée au 23 octobre 2023 alors que la date d'ouverture de l'enquête publique est impérativement fixée du 23 octobre 2023 au 22 novembre 2023 !

De surcroît, le porteur de projet déclare que « la version réactualisée sera intégrée... » !! Quand on l'ignore...

A titre de preuve dirimante - extrait du PAIC du 2 octobre 2023

**Article 4 : Madame Claire RATOUIS** est nommée commissaire enquêtrice pour l'enquête publique et se tiendra à la mairie de SAINT-GINGOLPH sise Rue de la Puyaz 74500 SAINT-GINGOLPH les :

- **lundi 23 octobre 2023 de 9 h à 12 h**

Dès lors, et sans qu'il soit possible de le contester l'étude d'impact RNT, qui doit porter à la connaissance du public les réponses claires (**et non techniques**) aux recommandations de la MRAe n'est pas mis à disposition dudit public, de façon à ne pas permettre son information complète ; en effet, Madame Claire RATOUIS, Commissaire Enquêtrice démarre son enquête et la réception du public ce même jour savoir le : **lundi 23 octobre 2023 à 9h.**

Cette méthode est non seulement contestable mais aussi irrespectueuse.

Les principes sur la question sont les suivants :

**1 Principe** - L'autorité MRAe **DOIT** donner son avis ;

**2 Principe** - L'avis **VISE** à permettre l'information du public ;

**3 Principe** - L'avis **DOIT** être inséré dans le dossier soumis à enquête public cf. Article R.123-8 Code de

l'environnement ;

**4 Principe** - L'avis **DEVRA** faire l'objet d'une réponse écrite et complète de la part du maître d'ouvrage cf. Article L.122-1 Code de l'environnement ;

**5 Principe** - La réponse (**il doit s'agir d'une réponse complète et non tronquée**) écrite **DEVRA** être mise à disposition du public par voie électronique AU PLUS TARD au moment de l'ouverture de l'enquête publique cf. Article L.123-2 et L.123-19 Code de l'environnement.

Cependant, le porteur de projet CHB cherche à complexifier la recherche, et a donc multiplié les modalités de son dépôt :

- **1<sup>er</sup> dépôt** au 4 octobre 2023 : près de 80 fichiers pdf ont été intégrés en 6 dossiers ;
- **2<sup>ème</sup> dépôt** au 23 octobre : Avis MRAe et un mémoire partiel ;
- **3<sup>ème</sup> dépôt** au bon vouloir du porteur de projet CHB : Etude d'impact RNT réactualisée !

Il est essentiel lors d'une enquête publique que la lecture présente la description du projet, la **justification des choix**, et l'analyse de la prise en compte des plans et schémas d'échelle supérieure par le projet.

#### Articles L. 123-13 et R. 123-13 à R. 123-18 du code de l'environnement

Le commissaire enquêteur doit conduire l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une **information complète** sur le projet et de participer effectivement au processus de décision en lui permettant de présenter ses observations et propositions.

Il s'agit bien d'une information complète et non tronquée....l'étude « RNT » est essentielle, puisque son objet même est de permettre une meilleure compréhension du dossier par le public.

Or, le modus operandi entrave la parfaite connaissance de ce dossier par le public ; ce d'autant que sur le site préfectoral, ne sont publiés que tardivement l'avis de la MRAE, les réponses intégrales ! Ceci représente une infraction aux textes qui doit entraîner l'invalidation pure et simple de l'enquête publique.

## PREAMBULE

Il convient de relever que le choix de tel ou tel projet doit reposer sur la réalité juridique, urbanistique, l'intérêt général et le bien commun des habitants duquel ne doit pas être exclu le progrès ; cela doit inciter sans aucun doute à l'aménagement raisonné et respectueux du territoire.

Le requérant établira au cours du présent mémoire, le manque de sérieux des précisions sur les impacts éventuels d'un tel projet ; en effet, ledit projet démesuré ne répond nullement à un besoin local de court terme en granulats **MAIS A UNE VOLONTE** par le jeu cumulé de deux carrières appartenant au même groupe de sociétés :

- carrière «Les Etalins» à Meillerie ;
- ET carrière de Saint Gingolph<sup>4</sup> (Chenilla).

---

<sup>4</sup> Saint-Gingolph est un village situé sur la frontière franco-suisse sur la rive sud du Léman, à l'embouchure de la Morge qui marque la



Les questions vont donc se poser de la manière qui suit :

**1er Point** - Exporter à plus de 60 % les matériaux de granulats vers la Suisse<sup>5</sup> ; celle-ci recueille donc la plus grande partie de l'exploitation ;

**2e Point** - Puis c'est à la France que revient le traitement des déchets inertes à hauteur de 100 %.

Ce qui revient à dire que 100 % des désagréments, des conséquences environnementales tant sur le plan de l'impact CO2, que sur nuisances et détérioration écologiques aussi bien sur la faune, la flore, sur terre et sur le lac Léman.

**Il serait convenable que pour contrepartie le public français soit a minima tenu clairement informés, or ce n'est pas le cas ici...l'étude d'impact RNT n'a pas été déposée !**

Le porteur de projet CHB a été mis en garde par la MRAe en son avis délibéré du 2 mai 2023 ; cependant, le porteur de projet se dispense de répondre à la question posée !

La demande expresse de la MRAe porte sur l'obligation de justifier le choix retenu quant au manque de matériaux en Haute Savoie la MRAE s'exprime distinctement, à TROIS reprises et de la manière qui suit :

**Avis MRAe in page 4 : Quid de la justification sur les manques de matériaux en Haute-Savoie**

*« La justification du choix retenu, fondé sur les **manques de matériaux en Haute-Savoie et qu'il convient de combler, est enfin à approfondir au regard de la destination helvétique projetée de plus de la moitié de la production projetée sur le site** »*

**Avis MRAe in page 12 : Quid de la justification sur les manques de matériaux en Haute-Savoie**

*« Toutefois, cette **justification ne semble que partiellement valable** sachant que 50 %, voire plus, des matériaux seront à destination de la Suisse*

**Avis MRAe in page 13 : Quid de la justification sur les manques de matériaux en Haute-Savoie**

*L'Autorité environnementale recommande de **mieux étayer le besoin de création de cette carrière, fondé sur les manques existants en Haute-Savoie**, au regard de la destination helvétique projetée de plus de la moitié de sa production.*

Il ressort des demandes formulées clairement par la MRAe qu'elle n'est pas convaincue par la nécessité exposée par le porteur de projet CHB ? que la démesure doit trouver sa raison dans des besoins d'égale intensité, or ce n'est ni démontré, ni exposé, ni même justifié...

---

limite entre les deux États. Vue aérienne de Saint-Gingolph.

<sup>5</sup> Du fait du renforcement sur Suisse des contraintes environnementales, la **Sagrive** va perdre l'exploitation lacustre de Gland (Suisse en partie Ouest du Lac Léman)

---

Le porteur de projet CHB ne répond aucunement à cette question cruciale formulée à trois reprises dans l'avis ; il semble ne s'attacher qu'à la question des besoins à satisfaire en la destination Suisse, qui manque semble-t-il durement de ce précieux matériau !

Quid de la prise en compte des recommandations de la MRAe, et plus précisément quid de l'intérêt général du Chablais et de la population Chablaisienne ?

Il est essentiel lors d'une enquête publique que la lecture présente les éléments substantiels suivants :

- Description du projet ;
- Justification des choix ;
- Analyse de la prise en compte des plans et schémas d'échelle supérieure par le projet.

Or, le modus operandi nuit à la parfaite et légitime information du public.

Il n'est pas dans l'ordre des choses de voir systématiquement dépréciée un territoire par les entreprises au prétexte d'hypothétiques aménagements, améliorations, modifications, projets démesurés de toutes sortes ; en l'espèce, une carrière supplémentaire et autres intentions excessives.....qui sans nul doute, non seulement bouleversent le quotidien des citoyens mais, ET CELA est plus incompréhensible, ne répondent aucunement aux besoins réels du Chablais ou de la Haute Savoie, ce qui pourrait se dissimuler sous les apparences d'un intérêt général, et qui en réalité dégrade l'environnement et par voie de conséquence détériore leur qualité de vie.

En effet, le porteur de projet CHB ne justifie aucunement d'un intérêt général qui doit s'attacher à la réalisation de l'opération constituant l'objet de la mise en œuvre de la carrière, au regard notamment des objectifs économiques, sociaux et urbanistiques poursuivis.

Le porteur de projet CHB qui sollicite cette autorisation environnementale précise que :

« A noter que la société CHB est composée de plusieurs entités et personnes morales et physiques :

- La société CHAVAZ PERE ET FILS représentante en qualité de Présidente de la société CHB ;
- Le groupe SAGRAVE dont la société SAGRADRANSE fait partie ;
- Monsieur BOCHATON Frédéric »

Cependant le pétitionnaire se garde de définir la proportion dans la répartition des titres et la volonté primaire et dominante et dissimulée d'exporter les matériaux français et d'importer les déblais en provenance de la Suisse.

L'information a été reprise par voie de presse par [Le Faucigny - article du 15 février 2019](#)

*Alors à qui profite la carrière ? Pas forcément à la commune du Lyaud, qui n'a reçu que 160.228 euros en 2017 ! A quelques propriétaires terriens ? Aux Carrières Chablaisiennes ? Un peu. Leur rôle est surtout d'associer le nom de Chablais au droit d'exploiter. En revanche, le principal intéressé est très certainement à l'exploitant, Sagradranse. Cette société appartient au holding suisse Sagrave. C'est principalement elle qui gère tous les import-exports avec la Suisse. Est-ce pour ne pas défigurer la Suisse et ne pas la polluer avec les déchets recyclés ? », S'interrogent ces sourcilleux ?*



## SUR LE « DEFICIT » OU « TENSION » DE MATERIAUX DANS LE CHABLAIS

Le porteur de projet CHB s'appuie sur le schéma régional des carrières d'Auvergne-Rhône-Alpes adopté en décembre 2021 et sur une correspondance de la DREAL qui date de 2017 !

### Définition des termes « Tension » et « Déficit »

De plus, il modifie les termes de son argumentation initiale en faisant état non plus de « déficit » MAIS de « tension» cf. 07A-2-1\_EtudeDangers\_RNT in page 6

### Rapport de présentation du PLU de Saint Gingolph

Le rapport de présentation du PLU de Saint Gingolph in page 80 précise que :

- « ... Sur le Chablais, 75 % des matériaux extraits et traités en carrières sont directement utilisés sur les chantiers du BTP.
- Les 25 % restant sont acheminés vers des unités de transformation avant leur utilisation sur les chantiers. (Source : Livre blanc des carriers du Chablais – 2016).
- Sur Saint-Gingolph, une carrière de roche meuble « La Chenilla » est en exploitation, pour un volume total autorisé de 300 000 t/an. L'activité principale de la carrière est l'extraction d'éboulis de nature calcaire et d'alluvions fluvio-glaciaires. Il s'agit également d'un lieu de traitement des matériaux (Cf. partie « Déchets »). La date de fin d'autorisation d'exploiter est fixée à 2021. Une demande d'extension de la carrière a été faite.
- Cette carrière, accompagnée des **6 autres carrières du territoire<sup>6</sup>** produisent environ **1,2 million de tonnes de matériaux et approvisionnent l'ensemble du Chablais.**

Il est donc parfaitement clair que ni la commune ni le Chablais ne sont en déficit de matériaux ; en effet, il existe en 2021 :

- 6 carrières : exploitées en majeure partie par le Groupe Chavaz\_CHB\_Sagrave\_Sagradranse
- 1,2 million de tonnes de matériaux : Volume nécessaire au Chablais et déjà produit par les carrières existantes

### Site Pappers - Code NAF 08.12Z - Haute Savoie

Il ressort de ce document supra que 39 entreprises répondent aux critères : **Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin Code NAF : 08.12Z**

<sup>6</sup> Sur les 6 carrières, 4 appartiennent au Groupe CHB-Chavaz

Tableau des exploitations de carrières - NAF : 08.12Z sur le Chablais

Commune	Carrières	Entreprise	Entité	CA/an	Distance <sup>7</sup>
ETREMBIERES	Les Sablières de Chilly	Chavaz	CHB	2.700.000	64 km
PUBLIER		Sagradranse	CHB	9.800.000	22 km
ETREMBIERES	Chavaz père et fils	Chavaz	CHB	8.700.000	64 km
SAINT JEOIRE	Carrières de Rossetto	Chavaz	CHB	8.000.000 <sup>8</sup>	62 km
ETREMBIERES	Carrières du val de fier	Chavaz	CHB	1.400.000	64 km
SAINT JEOIRE	Carrières des vallées	Chavaz	CHB	4.800.000	62 km
LYAUD	Carrières Chablaisiennes <sup>9</sup>	Sagradranse	CHB	.....	33 km
ETREMBIERES		Descombes		12.000.000	64 km
LA FORCLAZ	Carrières de Pombourg			1.800.000	40 km
THONON	Carrières Chablaisiennes	Barnoud		1.000.000	27 km
ETREMBIERES	Las carrières du Vuache			800.000	64 km

Ainsi, pour l'entité CHB, le CA peut être évalué à un montant d'environ 40.000.000 euros.

Par ailleurs, l'analyse des documents comptables définis dans le tableau supra fait ressortir un CA pour l'activité Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin Code NAF : 08.12Z, d'un montant d'environ : 60.000.000 euros dont 70 % pour l'entité Chavaz-CHB.

### Détermination de la production de roches massives en Chablais par Sagradranse.

#### Les carrières exploitées par Sagradranse dans le Chablais

La SAGRADRANSE exploite plusieurs carrière :

- La carrière des Etalins à MEILLERIE. On y extrait annuellement en moyenne 200 000 tonnes de roche massive par minage. Le site possède une installation de traitement qui permet de produire deux tout-venants (0/20 et 0/63) de la chaille (50/100) de la pierre à gabion et des blocs d'enrochement. Excepté les enrochements, les autres produits sont acheminés vers Vongy où ils sont vendus.

- Les CARRIERES CHABLAISIENNES sur la commune du Lyaud dont nous sommes simplement exploitants. On y extrait annuellement en moyenne 200 000 tonnes de tout venant alluvionnaire. Des camions effectuent des rotations pour alimenter avec ce gisement les installations de Vongy et d'Amphion.

La carrière accueille également des matériaux des déblais inertes servant à la remise en forme du site une fois exploité.

- Le site de VONGY est uniquement un site de traitement de matériaux. C'est notre site le plus important en production et vente de matériaux. C'est de Vongy que sont prises les commandes et sont organisées les livraisons. C'est ici que vous trouverez le plus large choix de produits. 300 000 tonnes de matériaux brut en provenance du Lyaud et de Meillerie sont traités chaque année dans les installations.

- Le site d'AMPHION est le siège social de la société. Nous y trouvons également une installation de traitement pour la fabrication des matériaux. Depuis cette année et suite à l'arrêt de la drague qui nous permettait de prendre de la matière brute à l'embouchure de la Dranse nous alimentons celle-ci avec des matériaux en provenance de la carrière du Lyaud et de Meillerie. La particularité de ce site est notre port privé. Nous disposons d'une installation spécialement conçue pour charger les chalands.

- Le site de JUSSY MARGENCEL est un dépôt où l'on retrouve les principaux matériaux présents à VONGY. On peut également y poser des déblais inertes.

<sup>7</sup> Distance de la commune à Saint Gingolph

<sup>8</sup> Il s'agit du CA sur l'année 2018 ; le résultat s'élève à 800.000 euros en 2022

<sup>9</sup> Les Carrières Chablaisiennes ont été renouvelées



**A titre d'information :** Les carrières Chablaisiennes qui appartiennent à Sagradranse Carrières ont été renouvelées en 2019 avec une autorisation de 300.000 Tonnes/an ; volume à ajouter au 800.000 Tonnes.

Ainsi, **Sagradranse** répond à elle seule à la capacité des 1.200.000 Tonnes de consommation de roche massive du Chablais !

#### Extrait Pappers - octobre 2023 - Entité Chavaz

<b>John CHAVAZ</b>		
Âge 43 ans	Nationalité Française	Dirigeant des entreprises SCI PBL, BDF, LES ECURIES DES VERRIERES, LES CARRIERES DU VUACHE, PBL, SOCAVA SOCIETE DE CARRIERES DES VALLEES, CHAVAZ PERE ET FILS, GENEVOIS GRANULATS, LES CHARMOTTES, LES SABLIERES DE CHILLY, ANNECY GRANULATS, CARRIERES ROSSETTO, LES CARRIERES DU SALEV

#### Extrait Pappers - octobre 2023 - Entité CHB

<b>CHB</b> 332 162 155 - Active	Adresse :	5 RTE NATIONALE 74500 SAINT-GINGOLPH
	Activité :	Extraction de pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel, de gypse, de craie et d'ardoise
	Effectif :	0 salarié (donnée 2023)
	Création :	15/02/1985
	Dirigeants :	CHAVAZ PERE ET FILS - Frederic BOCHATON

Le porteur de projet CHB indique « **zéro salarié** » .... Quid alors de cette demande d'autorisation surdimensionnée ? Tout pétitionnaire ICPE doit avoir les **capacités techniques et financières**, du fait des obligations en la matière.

Cependant CHB argumente dans le préambule de l'étude dangers cf. 07A-2-1\_EtudeDangers\_RNT in page 6

### I. PREAMBULE

Compte tenu de la tension sur les matériaux en Haute-Savoie dans le Chablais, la société CHB souhaite aménager une carrière de roche massive sur la commune de Saint-Gingolph. CHB sollicite une autorisation d'exploiter 330 000 tonnes de matériaux par an en moyenne (avec un tonnage maximum de 400 000 tonnes/an) sur une période de 30 ans.

Il s'agit ici d'affirmation sans éléments probants ; les termes dont usent CHB sont :

...« compte tenu de la **tension** sur les matériaux en Haute-Savoie dans le Chablais, la société CHB souhaite **aménager** une carrière de roche massive sur la commune de Saint-Gingolph.

Il ressort de ce paragraphe que :

1. Il existerait une tension sur les matériaux en Haute Savoie dans le Chablais
2. Le porteur de projet CHB souhaite « aménager » une carrière ;
3. L'extraction porterait sur 330.000 tonnes / an en moyenne
4. Et pendant 30 années

Ainsi et sur la base de 50% d'exportation sur la Suisse, il y aurait un déplacement des terres françaises d'environ :  
 $((400.000 \text{ tonnes/an} * 30 \text{ ans}) / 2) = \underline{\underline{6.000.000 \text{ tonnes}}}$

Ainsi, le porteur de projet CHB ne s'explique pas sur le déficit dans le Chablais malgré les multiples demandes expresses de la MRAe ! Cette manière de contournement ne peut satisfaire de public sollicité durant l'enquête...

Le porteur de projet CHB ne produit aucune étude qui permettrait de mettre en évidence un déficit de production des matériaux à trois niveaux différents<sup>10</sup> :

- 1) Un déficit structurel pour les besoins courants ;
- 2) Un déficit conjoncturel dû aux projets structurants en cours ou à venir ;
- 3) Un déficit exceptionnel lié à la survenue de catastrophes naturelles et impliquant des besoins liés aux travaux de protection réalisés en urgence : quantité non estimable.

Cette étude économique qui répond aux usages et pratiques en la matière doit être **PREALABLEMENT** réalisée en tenant compte :

- des données de terrain : besoins réels communiqués par un panel représentatif d'entreprises locales de sur leur besoin courant et les besoins liés à certains projets structurants à venir ;
- des informations issues des derniers schémas départementaux des carrières connus et des dernières statistiques de production publiées par l'UNICEM (2018) ;
- des informations issues du schéma régional AURA des carrières, en cours d'élaboration et de consultation, notamment des diagnostics territoriaux déjà disponibles ;
- d'une hypothèse quant au taux de production des sites actuellement autorisés (basée sur les données issues du guide de l'enrochement et des informations issues de <https://www.georisques.gouv.fr/> concernant la production des carrières) ;
- de plusieurs hypothèses<sup>11</sup> conservatrices permettant de contrebalancer les limites des hypothèses prises ci-dessus et d'assurer ainsi la représentativité des fourchettes de résultats obtenus.

Il est certain que le porteur de projet CHB n'est pas en mesure de prouver que l'ouverture du site de production de roches massives de SAINT GINGOLPH serait stratégique :

- Pour valoriser un gisement connu et adapté à la production de roches massives ;
- Pour répondre à un déficit en matériaux identifié par l'ensemble des acteurs locaux notamment la CNR et le département de Haute Savoie, entités portant la réalisation de travaux d'intérêts publics majeurs :
  - Permettre sur l'aire de chalandise la constitution de stocks en matériaux normés (objectif d'un marquage CE2+), dans des volumes suffisants rapidement mobilisables sur des chantiers à forts enjeux ;
  - Anticiper des tensions d'approvisionnement et de pénurie croissantes dans un contexte de survenue de catastrophes naturelles de plus en plus fréquente
- Pour promouvoir un projet technique non polluant spécialisé dans la roche massive et le traitement des déblais, **comme il en existe peu....**

<sup>10</sup> Un schéma permettrait aussi de confronter les besoins et productions en matériaux estimées dans l'aire d'étude.

<sup>11</sup> Estimation du besoin en enrochement faite à partir de la moyenne des besoins annuels des entreprises interrogées, en supprimant préalablement les besoins exprimés supérieurs à 2 000 t/an et prise en compte de la valeur la plus basse lorsque l'entreprise exprime son besoin dans une fourchette ;



Il est utile de préciser que le porteur de projet CHB ne prouve pas la qualité de la nature du gisement ; en effet, il s'agit de la nature intrinsèque des roches !

De plus, l'étude produite par CHB fait état d'une extraction nettement inférieure cf. CHB\_St-Gingolph\_Etude\_impact\_RNT in pages 6 et 8

### **Conservatoire du littoral - Protection du Lac Léman « Mare Nostrum »**

Le Lac Léman<sup>12</sup> est dans son ensemble un espace d'accueil, de reproduction et d'hivernage de l'avifaune, reconnu en particulier par l'identification de plusieurs sites Natura 2000, de la reconnaissance au titre de la convention RAMSAR de vastes espaces lacustres et terrestres et du classement en réserve naturelle du delta de la Dranse..... Le Lac Léman constitue une véritable « [mer intérieure](#) ».

L'avifaune est très sensible aux dérangements liés aux nuisances sonores, en particulier les bruits violents et ponctuels.

### **Risque écologique & Avifaune**

Il apparaît clairement que l'exploitation des carrières «Les Etalins» à Meillerie et Saint Gingolph (Chenilla), provoquera et développera un risque écologique sans mesure<sup>13</sup>.

En effet, le PAIC 2000-0006 du 25 janvier 2022 relatif à la carrière « Les Etalins » a autorisé une production maximale de 400.000 Tonnes/an pour un gisement de 4.000.000 Tonnes.

La production de la carrière de Saint Gingolph relativement à la présente enquête est du même volume ; ainsi, les deux carrières en ce qui concerne des matériaux similaires vont proposer un volume de 800.000 tonnes !

Ladite activité commerciale se déroulant sur deux communes distantes de moins de 5 km ! Chaque activité étant de surcroît liée par un cordon de réseaux routiers et lacustres.

Quels seront les effets produits sur la flore et la faune ! Quelles sont les conséquences délétères pour le Lac Léman<sup>14</sup>, remarquable à tout point de vue !

La méthodologie quant aux inventaires et études concernant la biodiversité a été menée sans réelle analyse bibliographique, ni visites de terrain ; l'étude ne fait état d'aucun piège photographique ou détecteurs à ultrasons pour les chiroptères).

Les différents groupes d'espèces et d'habitats naturels auraient dû faire l'objet d'une carte de synthèse par thématique, afin de permettre une précision suffisante pour une meilleure localisation des enjeux à prendre en Compte en considération des directives européennes.

---

<sup>12</sup> Dixit le chef de la délégation française Préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée, Pascal MAILHOS : « *Ressource en eau précieuse et vulnérable, le Léman requiert plus que jamais que nous préservions sa résilience en tant qu'écosystème vivant* » [cf. CIPEL](#)

<sup>13</sup> Le Léman est le plus grand lac d'Europe occidentale. Il assure l'alimentation en eau potable de plus de 900 000 personnes.

<sup>14</sup> Il représente le plus grand lac alpin et subalpin d'Europe centrale

Enfin, aucune information n'est fournie relative à l'évolution sur le site de ces espèces et populations depuis 30 ans, période de l'exploitation précédente.

La qualité de l'eau du Lac Léman dépend surtout de l'occupation des sols.

Dans le bassin français, elle évolue toujours vers plus d'artificialisation et d'imperméabilisation des sols (routes, carrières, parkings, constructions diverses, résidences secondaires...) <sup>15</sup>.

### La Commission CIPEL & les accords

La Commission internationale pour la protection des eaux du Léman (CIPEL), organe intergouvernemental franco-suisse, contribue depuis 1963 à la coordination de la politique de l'eau à l'échelle du bassin versant lémanique, soit entre la France et la Suisse, et plus particulièrement sur les territoires des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie ainsi que ceux des cantons de Vaud, du Valais et de Genève.

### Visualisation des actions de la Commission CIPEL

		
<p><i>La CIPEL a publié une carte de vulnérabilité des sols agricoles aux transferts de pesticides vers les eaux de surface</i></p>	<p>Etudes des sédiments du Léman pour mesurer l'évolution des teneurs en nutriments (en particulier le phosphore) et en micropolluants métalliques, ainsi que la présence de certains micropolluants organiques, voire même des micro plastiques.</p>	<p>1 - Les herbiers aquatiques participent à la biodiversité du Léman</p> <p>2 - Inventaire des espèces exogènes envahissantes sur les rives du lac</p>
<p><i>La CIPEL organise la surveillance et le suivi régulier de la qualité des eaux du lac depuis plus de 50 ans.</i></p> <p><i>Elle effectue les études nécessaires pour mieux connaître le fonctionnement des milieux aquatiques et pour déterminer la nature, l'importance et l'origine des pollutions.</i></p>		

Le porteur de projet CHB ne définit pas les besoins conjoncturels en matériaux. Sur ces questions, plusieurs méthodes existent.

<sup>15</sup> Cette dynamique est due à la croissance de la population et à un développement rapide, largement tributaire de celui de la Suisse voisine, et qui trouve en France son prolongement fonctionnel.



Sub exemplis : Le calcul du besoin moyen annuel par entreprise (sur échantillon) doit avoir été réalisé en prenant en compte les hypothèses suivantes :

- Volumes supérieurs à 2 000 Tonnes /an non pris en compte dans le calcul de la moyenne ;
- Représentativité de l'échantillon des entreprises sélectionnées ;
- CA > 10 M€ ; CA entre 1 et 10 M€ ; CA < 1 M€ ou non publié (TPE) ;
- Prise en compte de la valeur la plus basse lorsque l'entreprise exprime son besoin dans une fourchette.

### **SUR L'ARTIFICIALISATION DES SOLS**

L'artificialisation des berges depuis plus de deux siècles à coups d'enrochements, de murs, quais, ports et routes a réduit le nombre de sites naturels, et les a conduits à un morcellement.

Dans le but d'améliorer la préservation des milieux naturels à l'échelle du Léman, la [CIPEL](#) s'est fixée pour objectif d'établir une vision d'ensemble de l'avancement des travaux de renaturation des rives du lac et des rivières et élaborer des recommandations pour encourager la renaturation.

La dernière consultation en ligne du site de la DREAL permet de s'informer sur les projets en cours d'instruction afin **de prendre en compte les effets cumulés potentiels du projet avec d'autres projets** ; ainsi, plusieurs sources ont été consultées :

- Les études d'impacts des autres projets,
- Les avis de l'Autorité Environnementale,
- Les avis du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD),
- Les avis du Commissariat Général au Développement Durable (CGDD),
- Les avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe).

### **SUR LES EFFETS CUMULES & CONSOLIDES**

Le porteur de projet CHB ne propose aucune mesure de réduction sauf à indiquer une proportion du transport lacustre/routier ; toutefois, le port de déchargement se situe à Locum et la longueur du trajet restant à parcourir va entraîner des nuisances sonores, atmosphériques et de sécurité routière.

Le porteur de projet CHB ne produit aucun bilan relatif aux observations éventuelles des riverains sur les activités de la carrière depuis trente ans et des suites qui ont pu y être données.

### **Absence d'étude de flux de camion sur le chargement du quai de Locum**

En effet, il est nécessaire de charger en 8\*4 soit 18 Tonnes par voyage ; soit  $8.000.000/18 = 444.000$  voyages.

### Mise en place du RER SUD LEMAN

Il convient de relever notamment, la perturbation du flux des travailleurs frontaliers qui représentent en 2023 plus de 11.000 véhicules-jour, sur cet axe de la D1005.

#### METTRE EN PLACE LE RER SUD LÉMAN

Pourquoi une voie ferrée au sud du lac Léman ?

La ligne ferroviaire entre St-Gingolph et Evian est désaffectée depuis de nombreuses années. Seule la route départementale D1005 offre une liaison routière directe entre le Valais et Evian. Celle-ci connaît de nombreux problèmes de congestion avec en moyenne 13 700 véh/jour (selon le Canton du Valais). Ce RER permettra aux frontaliers français de venir en train jusqu'en Suisse et inversement grâce à une nouvelle liaison Genève-Valais par le sud du lac. Celle-ci permettra alors de désengorger la route franco-suisse.

Le chargement des déblais sur Locum entraîne un flux 1.500 PL an

Ce qui entraîne : **75 voyages A/R PL jour**

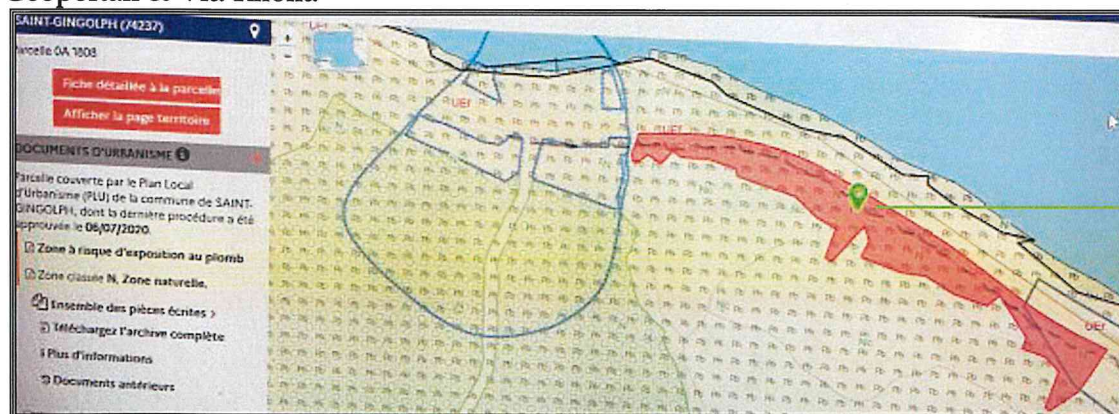
### Absence « apparente » de concertation entre les deux carrières, dirigées pourtant par le même groupe

En effet, aucune réflexion sur ces questions cruciales n'ont été menées entre les différents acteurs concernés (état, département, élus de ce territoire, réseau ferré de France, ET exploitants de carrières !

### Empreinte Via Rhona & limite nord de l'emprise carrière

Cependant, il n'existe aucune étude sur la D1005 LOCUM ! Quid des aménagements ? Quelles seront les conséquences avec le flux frontalier ? ; Il en est de même de l'absence d'étude sur l'interaction avec la VIA RHONA en limite inférieure de site !

### Géoportail & Via Rhona



Sur le plan Geoportail indication de la via Rhona et de la limite nord de l'emprise carrière cf. pointillés en noir.

Or, il convient de préciser que la Via Rhona a été oubliée dans l'étude ; De surcroît, elle se retrouve dans le périmètre de la carrière.

De plus, le périmètre carrière devrait suivre la limite de la parcelle A1808 N zone naturelle, excluant le Zone N.

Ce flux quittant Locum fait une distance de 2 km et doit entrer sous un pont ; or, sur ce pont, il n'existe aucun aménagement de prévu<sup>16</sup>.

<sup>16</sup> Le pont ne devrait-il pas être doublé ce qui serait conforme à la demande de la DDE sur la base de l'ancienne autorisation.



De surcroît, l'accès carrière est de configuration dangereuse, savoir :

- ENTRE le flux sortant :  $40\% \times 400.000 \text{ Tonnes} = 160.000 \text{ Tonnes}$  ; chiffre supérieur au flux de la précédente autorisation ;
- ET le flux entrant de 75 camions de déblais jour, plus l'activité recyclage BOCHATON<sup>17</sup>..., dont il n'est pas tenu compte !

Il est certain que le projet aura un impact significatif supplémentaire sur les continuités écologiques, les habitats naturels, la flore et la faune, à l'exception de quelques stations de végétation qui pourraient être détruites sur le front de taille.

Cependant, les lacunes potentielles de l'étude d'impact ne permettent pas d'être assurés de l'absence d'incidences.

De plus l'étude d'impact fait mention :

« Le site existant du ponton du Locum visera au déchargement de matériaux de remblais inertes arrivant par barges pour ensuite être transportés par camion jusqu'à la carrière de Saint-Gingolph » cf. 2014063RA\_Etude\_impact\_St\_Gingolph\_2023\_02\_22 in page 121

**Il existe donc un risque de permettre d'accueillir des remblais pour combler le site ce qui donnerait la possibilité de recevoir en quantité incommensurable, des déchets inertes en provenance de Suisse !**

En effet le groupe « Sagrove\_Sagradranse\_CHB » exploite la carrière de roches massives «Les Etalins» à Meillerie ; or, 4 km sépare les deux carrières !

**Il existe donc un risque cumulé que le porteur de projet CHB ne prend pas en compte dans son projet.**

Il convient aussi de prendre en considération le paysage, dans le contexte du Léman et du géoparc du Chablais, savoir :

- le cadre de vie des riverains et leur santé, vis-à-vis du bruit, des vibrations et de l'émanation de poussières,
- la biodiversité, le site étant inclus en partie dans la Znieff de type 2 « Massifs septentrionaux du Chablais »,
- la qualité des eaux de surface, le site étant traversé par un cours d'eau,
- les émissions de gaz à effet de serre.

---

<sup>17</sup> PAIC du 17 Mars 2022

En outre, le porteur de projet CHB met en avant l'intérêt du transport fluvial des matériaux extraits par rapport au mode routier sans toutefois évaluer les incidences environnementales du transport par bateau sur les milieux aquatiques, l'air et le bruit pour les riverains potentiels et en termes de consommation d'énergie

En d'autres termes, quid de l'augmentation du transport fluvial notamment sur les milieux lacustres et la consommation d'énergie ?

L'étude d'impact soutenue par CHB comporte plusieurs lacunes en ce qui concerne les inventaires écologiques qui n'ont pas été effectués sur un cycle biologique complet et sur l'absence d'évaluation des incidences de l'augmentation du transport fluvial notamment sur les milieux lacustres....du fait des effets cumulés et consolidés.

#### Remise en état de l'ancienne carrière de la Chenilla

Les impacts, directs et indirects, du projet en phase d'exploitation (Carrière la Chenilla 1991-2021) ne sont ni identifiés ni présentés, pour les différentes thématiques environnementales et sanitaires.

#### SUR LE FORTAGE & LES BAUX COMMERCIAUX

##### Exploitation de la future carrière sur une surface d'environ 250 ha et non 32 ha

Le porteur de projet CHB fait mention des parcelles concernées par le projet de carrière cf. 1-2 cerfa 15964-01 SignéCHB.

Cependant, la superficie d'exploitation de 32 ha concerne en réalité une surface de plus de 200 ha, savoir :

Par la présente, dans le cadre de son projet d'ouverture de carrière sur la Commune de SAINT-GINGOLPH, déclare qu'à ce jour la société CHB détient la maîtrise foncière des parcelles suivantes, par le biais de contrats de forage et de baux commerciaux, savoir :

Commune	N° de Section	N° de Parcelle	Superficie cadastrale	Superficie projet
Saint-Gingolph	A	1808	1,95 ha	0,58 ha
Saint-Gingolph	A	1417	7,15 ha	4,07 ha
Saint-Gingolph	A	1426	38,14 a	38,12 a
Saint-Gingolph	A	1427	152,90 ha	18,58 ha
Saint-Gingolph	A	1428	8,10 a	10,1 m <sup>2</sup>
Saint-Gingolph	A	1429	16,10 a	6,62 a
Saint-Gingolph	A	1421	1,38 ha	1 750 m <sup>2</sup>
Saint-Gingolph	A	1422	84 m <sup>2</sup>	84 m <sup>2</sup>
Meillerie	A	8	20,87 a	20,87 a

Qu'en est-il en réalité ? Quelle est la proportion en ha entre le projet de déplacement et l'ancienne carrière la Chenilla ? Aucune précision n'est donnée par le porteur de projet CHB !

Il n'est pas concevable de laisser dans un assemblage brumeux, des questions aussi importantes que celles qui suivent :

**1er Point** - quid de la surface réelle exploitée, sachant qu'il n'existera aucun contrôle sur la surface de 200 ha ?

**2e Point** - Quelle précaution ou quelle garantie est apportée aux habitants de la commune de Saint Gingolph quant à l'usage qui sera fait à l'abri des regards de cette surface de 220 ha ; dès lors les 32 ha dont il est question dans ce projet de carrière, sont le cheval de Troie qui conduira directement à la destruction de ce site naturel.



Des précisions seraient donc bienvenues et éclaireraient les habitants et tous ceux que les questions environnementales intéressent...

### **Domaine d'application des Baux commerciaux & Domaine public**

De plus, il est fait mention de **Baux Commerciaux**<sup>18</sup> dont la nature juridique est différente du Forage<sup>19</sup> par le droit à indemnité d'éviction du preneur à bail en application de l'article L.145-14 Code de commerce.

Sur cette question, l'indemnité due à la société exploitante CHB et **Sagra**dranse pour les fonds de commerce de carrières (Transport, Recyclage...) sur SAINT GINGOLPH & LOCUM correspondrait au montant des chiffres d'affaires réalisés sur ces sites.

Le porteur de projet CHB ne produit pas le bail commercial qui peut contenir des clauses exorbitantes pesant sur le bailleur et pouvant entraîner à court terme une édification ou des aménagements incorporés en application du principe «accessori sequitur principale» ; or, il convient de rappeler que la bailleuse est une Bourgeoisie ?

### **Bourgeoisie de Saint Gingolph : Indivision propriétaire de la majorité des terres**

Il est important de souligner que LA BOURGEOISIALE a, par sa forme et sa spécificité juridique une quasi mainmise sur le territoire qui nous occupe !

En effet, il n'est pas sans importance de relever l'originalité de cette forme de Bourgeoisie qui induit un monopole territorial, dont les conséquences ne peuvent être ignorées !

Il est certain que cette Bourgeoisie, est en mesure de prendre des décisions dont les conséquences dépassent largement ses seuls intérêts, et quand les conséquences deviennent désastreuses sur le plan environnemental il est utile que les organismes, dont la fonction est de réguler, contrôler, protéger, doivent accomplir leur tâche avec détermination et rigueur, et ce Devoir doit commencer par prévoir l'Avenir et non pas le détruire.

### **Exploitation antérieure**

Le dossier ne présente pas le bilan des suivis effectués sur l'exploitation antérieure, ce qui permettrait pourtant de disposer d'informations complémentaires à celles présentées, de fonder l'état initial de l'environnement, d'étayer le choix des mesures d'évitement et de réduction proposées, de témoigner de la réalité des suivis auxquels la maîtrise d'ouvrage s'est engagée (dans le cadre de l'exploitation antérieure) ainsi que des mesures correctives prises le cas échéant au vu des résultats<sup>20</sup>.

### **Fret routier**

Les chiffres fournis pour le transport (routier ou par bateau) ne sont pas présentés de manière immédiatement compréhensible et donnent lieu à de nombreuses incompréhensions. Le porteur de projet ne produit pas les données utiles sur la qualité de l'air au droit du site, en particulier en termes de particules fines (PM10, PM2.5 et poussières (silice).

---

<sup>18</sup> Le bail commercial est régi par le Code de commerce.

<sup>19</sup> Les CARRIÈRES d'où sont extraits les matériaux utilisés par les travaux publics et la construction : roches dures, des granulats rocheux, sables, argiles, sont réglementées par le Code de l'environnement.

<sup>20</sup> Les usages et pratiques recommandent de documenter l'état initial de l'environnement, les incidences et les mesures présentées par les résultats des suivis effectués sur l'installation en exploitation.

## SUR LA COMMUNAUTE D'INTERETS ENTRE **SAGRAVE** & CHB

Le porteur de projet CHB ne justifie aucunement son choix du renouvellement ; il devrait procéder par les caractéristiques intrinsèques de la roche alors qu'il se limite à invoquer le déficit de matériaux similaires dans le Chablais et la Suisse !

L'avis de la MRAe est lumineux :

« ...Toutefois, cette justification ne semble que partiellement valable sachant que 50 %, voire plus,, des matériaux seront à destination de la Suisse... ».

Il s'agit bien de plus de 50 % ; or, le porteur de projet CHB fait état de :

« .... situation de l'approvisionnement en matériaux dans le secteur du Chablais **paraît critique**. Le devenir des carrières du secteur est stratégique pour l'approvisionnement en matériaux, faute d'alternative crédible ..... »

Le porteur de projet CHB mentionne clairement le projet réel :

« .....Les proportions indiquées sont des estimations. Il pourra également être envisagé de livrer des matériaux dans d'autres localités suisses situées à moins de 20 km (Vevey, Bouveret, Montreux)... » cf. CHB\_St-Gingolph\_Description\_projet\_2023\_01\_22 in page 41

Il est utile de revenir sur la terminologie dont use le porteur de projet CHB :

« .... sont des estimations..... Il pourra également être envisagé... » ;

Les termes paraissent anodins : «.... les estimations... », MAIS, ils vont représenter en réalité 150.000 à 250.000 Tonnes/an d'export Suisse supplémentaire sans aucune explication ni étude d'incidence sur la D1005 sortie carrière direction St Gingolph, avec un flux douane suisse déjà bien chargé et une gêne du passage en douane du flux frontalier de 12.000 voitures jour.

### **Cette nuisance s'ajoute à celle de la sortie carrière et Locum.**

Par ailleurs la communauté d'intérêts entre les sociétés **Sagrave** et CHB sont d'une telle nature qu'il est utile de citer les termes de la délibération du 2 octobre 2023 de la commune de la Meillerie.

En effet, la délibération fait mention des termes suivants :

« Monsieur le Maire rappelle que le société CHB a pour but principal la création, l'acquisition et l'exploitation de carrières et d'activités connexes....Ainsi, et pour **satisfaire ces buts**, la Société CHB s'inscrit dans une **démarche active** visant à consolider et à développer ses positions notamment par la prise de participations, par **l'acquisition complète de sociétés** et par **l'ouverture de nouveaux sites d'exploitations**. »

Il convient de préciser que le porteur de projet CHB est lui-même porté par la société Suisse **SAGRAVE** ! Les sociétés CHB, **SAGRAVE** et **SAGRADRANSE** ont une très forte communauté d'intérêts<sup>21</sup> ; lesdites sociétés que l'on retrouve sur les carrières «Les Etalins» à Meillerie, «carrières Chablaisiennes»<sup>22</sup> à Lyaud et « carrières Saint Gingolph » à Saint Gingolph (Chenilla), savoir :

<sup>21</sup> L'ensemble représente un consolidé **SAGRAVE** du besoin utile en Chablais, soit 1.200.000 Tonnes.

<sup>22</sup> Elle représente 300.000 Tonnes



## Extrait RCS du Groupe CHB

AGE de la SAS CHB du 1er juillet 2021

Assemblée générale extraordinaire du 1<sup>er</sup> juillet 2021  
Régulation de capital social prévue par les statuts.

**CHB**  
Société par actions simplifiée au capital social de 732 100 Euros ramené à 600 322€  
Siège social : 5 route Nationale, Saint Gingolph (Haute Savoie, 74 500)  
332 152 155 R.C.S Thonon les Bains

**PROCES VERBAL**  
**DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 1<sup>er</sup> JUILLET 2021**

L'année deux mille vingt et un,  
Le premier juillet,  
A dix heures et trente minutes,  
A Saint Gingolph,

**Les Associés de la société CHB** se sont réunis en Assemblée générale ordinaire annuelle au siège social, 5 route Nationale, La Chenilla à Saint Gingolph (Haute Savoie, 74 500), sur convocation faite par la Présidente.

Chaque associé a été convoqué par lettre remise en main propre contre décharge en date du 15 juin 2021. Sont présents :

- **Monsieur Frédéric Bochaton**, Associé possédant 14 542 actions, ci 14 542 actions
- **La société Sagrave Holding Gravier**, représentée par Madame Brigitte Ambrosi Sacconi Natali et Monsieur Hans Peter Arnold, Associée possédant 65 889 actions, ci 65 889 actions
- **La société Chavaz Père et Fils**, représentée par son représentant légal Monsieur John Chavaz, Associée possédant 65 889 actions, ci 65 889 actions

Total des actions des associés présents : 146 420 sur les 146 420 actions composant le capital social.

Sagrave détient 45 % ce qui représente une valeur très significative en droit des sociétés

Extrait RCS du Groupe **Sagradranse**

Société Suisse SAGRADRANSE

**SAGRADRANSE**

795 780 667 • Active

Adresse : 1040 RTE DE LA DRANSE 74500 PUBLIER

Activité : Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin

Effectif : Entre 20 et 49 salariés (donnée 2020)

Création : 01/01/1957

Dirigeants : Brigitte AMBROSI SACCONI NATALI, Arnaud Saint-dizier, BLANC & NEVEUX

Il apparaît clairement que la société Holding Sagrave est gérée par les mêmes personnes et détient 45% du capital de la SAS CHB !

Extrait RCS du Groupe **Sagrave**

**Année de fondation**  
1994

**Adresse**  
Sagrave Holding Gravier SA  
Avenue de Rhodanie 13  
1007 Lausanne  
Tél. 021 613 12 60  
Fax 021 616 32 21  
info@sagrave.ch

Idy: Bourget  
46°30'30.1"N 6°37'13.7"E  
Agrandir le plan

**Sociétés du groupe**

- Sagrave SA, CH-Lausanne / VD
- Gravières de L'Isle SA, CH-Lausanne / VD
- Sagradranse SA, F-Amphion
- Chablais Béton SA, F-Thonon-les-Bains
- Rive-Bleue SA, CH-Le Bouveret / VS

**Participations**

- Arnold & Co. AG – CH-Flielen / UR
- Holcim BF+P SA – CH-Eclépens / VD

**Conseil d'administration**

- Brigitte Ambrosi Sacconi-Arnold, présidente  
+41 21 613 12 60  
+41 79 446 09 57  
sacconiamold@sagrave.ch

On peut conclure à la présence :

- ✓ d'objectifs communs ;
- ✓ d'unité fonctionnelle dans le temps et l'espace ;
- ✓ de nature d'opérations communes nécessaires à leur réalisation ;
- ✓ et surtout d'interdépendance entre les carrières de Meillerie et Saint Gingolph et les centrales à béton **Sagrade-Sagradranse**.

Il est donc nullement justifié que la carrière de Meillerie ne soit pas intégrée à la définition, au sens de l'article R. 122-1 du Code de l'Environnement, du contenu et du périmètre du projet d'exploitation de la carrière de Saint Gingolph, et que ces installations n'entrent pas de ce fait dans l'étude d'impact de ce projet.

## SUR L'USAGE DE L'EAU & LE DOMAINE PUBLIC

### Article L.2124.8 Code général de la propriété des personnes publiques

*Aucun travail ne peut être exécuté, aucune prise d'eau ne peut être pratiquée sur le domaine public fluvial sans autorisation du propriétaire de ce domaine.*

*Les décisions d'autorisation fixent les dispositions nécessaires pour assurer notamment la sécurité des personnes et la protection de l'environnement.*

En effet, tous travaux de construction ou d'entretien d'installations sont soumis à une autorisation<sup>23</sup> écrite préalable du gestionnaire du domaine public concerné, en l'occurrence la DREAL. Cela concerne les rampes de mise à l'eau, pontons, prises d'eau, enrochements de protection, travaux de dragage...

Or, la partie française du lac Léman fait partie du domaine public fluvial (DPF). Ce domaine public est géré par l'État...quid des aménagements réalisés via les **Baux Commerciaux**, sur le Lac Léman pour accueillir les déblais en provenance de Suisse !

Est-il nécessaire de rappeler que l'eau est précieuse, que les risques qui sont pris doivent être mesurés avec sérieux et gravité ? Doit-on pour servir des intérêts illusoires et qui mettent à mal l'avenir et même l'existence des générations futures, se dispenser d'étudier les impacts délétères des activités soumises à l'ICPE ?

Les Lois, et les règles qui servent à protéger les hommes, et leur environnement doivent-elles conduire au cynisme le plus extravagant et le profit doit-il rendre inconséquent ? Ces questions se posent et ne sont ni comiques ni naïves !

Les Lois, les règles, les directives, les organismes, et l'ensemble des systèmes de contrôle mis en place aussi bien par la France que par l'Europe doivent servir les citoyens et leur environnement, lequel n'est pas indéfiniment, ni déraisonnable exploitable !

<sup>23</sup> Autorisation délivrée au titre du Code du domaine de l'État, du Code général de la propriété des personnes publiques, du Code de l'environnement et de la loi sur l'archéologie préventive.



**Mission interservices de l'eau et de la nature (MISEN)**

La MISEN coordonne l'action des différents services et établissements publics de l'État compétents en matière de politiques et polices de l'eau et de la biodiversité. La MISEN est constituée de :

- la direction départementale des territoires (DDT)
- la direction départementale de la protection des populations (DDPP)
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)
- la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF)
- l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse
- l'agence régionale de santé (ARS)
- l'office français de la biodiversité (OFB)
- l'office national des forêts (ONF)
- la garderie des réserves naturelles de Haute-Savoie (ASTERS)
- la gendarmerie nationale

**Cependant le porteur de projet CHB ne fait aucunement mention des autorisations et avis requis<sup>24</sup>.**

L'unité territoriale de Thonon (pôle lac Léman) de la direction départementale des territoires (DDT) instruit les demandes et analyse leur opportunité<sup>25</sup> et leur cohérence avec les usages normaux du DPF : navigation, baignades, activités sportives aquatiques, pêche, plongée...

La gestion guidée par la volonté de permettre un développement raisonné des activités sur le plan d'eau en privilégiant les ouvrages collectifs (ouvrage accueillant plusieurs embarcations), veille à la sécurité des différents usages, à leur bonne cohabitation **et évidemment à la préservation de l'écosystème lacustre et des rives.**

**Le décapage des stériles de découverte**

Cette opération concerne une partie importante portant sur 2 millions de tonnes ; en effet, afin de procéder au décapage, il est nécessaire de mettre en œuvre :

1. 1 Pelle à chenille 40 T
2. 1 Bouteur de type D6
3. 3 Dumper de type A30

Cette flotte d'engins est capable de remuer en décharge interne 2.400 Tonnes/ jour pour une consommation de 1.500 litres de Gasoil GNR – Soit 0.625 l de GNR par tonne remuée ; or, 1 litre de GNR produit 2.65 Kg de CO<sub>2</sub>. Le décapage produira donc 5M300 kg de CO<sub>2</sub> soit 5.300 tonnes de CO<sub>2</sub>— gaz à effet de serre ; cette opération est démesurée et disproportionnée.

**SUR LA PROTECTION DE LA FLORE & LA FAUNE**

En effet, les principaux enjeux relevés pour chaque groupe d'espèces dans l'état initial concernent l'avifaune (45 espèces observées, dont 39 protégées), les chiroptères (11 espèces, toutes menacées, dont le Grand rhinolophe, la Sérotine de Nilsson et la Pipistrelle de Nathusius) .....

<sup>24</sup> L'ensemble des informations sont disponibles sur le site des services de l'État : <http://www.haute-savoie.gouv.fr>, rubrique «Publications

<sup>25</sup> L'occupation temporaire du domaine public pour des activités économiques (loueurs d'embarcations, transporteurs de passagers, bateau école, école de plongée...) doit être soumise à une procédure de sélection préalable conformément à l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques.

En outre, aucune information n'est fournie relative à l'évolution sur le site de ces espèces et populations depuis trente ans, période de l'exploitation précédente.

De plus, le porteur de projet CHB ne justifie aucunement son choix de ne pas réaliser d'inventaires sur un cycle biologique complet, au regard des enjeux forts identifiés sur l'avifaune et les chiroptères notamment, de compléter le dossier par un bilan des trente précédentes années d'exploitation sur ces enjeux environnementaux et de poursuivre la détermination des zones humides en prenant en compte le critère pédologique.

### Faune aquatique

Le rapport de présentation du PLU de Saint Gingolph in page 20 précise :

« La microfaune était jusqu'au début du vingtième siècle représentée très majoritairement par des espèces exigeant des **eaux bien oxygénées** ..... Celles-ci étaient devenues très minoritaires dans les années 1980, mais une lente restauration de cette situation **semble heureusement** se faire jour ..... ».

Le transport fluvial augmenté (par les deux carrières et le flux permanent) pour permettre le déplacement des roches massives vers la Suisse portera une atteinte démesurée et irréversible aux eaux qui doivent être « **bien oxygénées** ».

Il convient de souligner les multiples interactions existant au sein de cette unité lacustre et de veiller à la préservation des populations animales ou végétales, en tant que zone d'accueil et de stationnement, de dortoir (avifaune migratrice...), zone d'alimentation ou de reproduction pour de nombreuses espèces, dont celles précédemment citées.

**Or la nouvelle carrière de Saint Gingolph va porter sur 32 hectares ! Puis s'étendre sur plus de 200 ha !**

**Il s'agit ici de la protection des réservoirs de biodiversité, des cours d'eau et de leurs ripisylves, mais également des espaces naturels et agricoles complémentaires.**

### Ripisylve

Le porteur de projet CHB ne porte aucune attention particulière sur le traitement de la ripisylve qui est extraordinaire selon la commune et le rapport de déclassement de l'ancienne zone carrière. Le porteur de projet CHB produit une pièce datant de 2015 cf. 5-annexe 3\_rapport signé DDT CDNPS 06 11 2015

Toutefois, La préservation des cours d'eau et de leur ripisylve, développée précédemment, a un véritable rôle dans la protection contre les risques lors de forts épisodes pluvieux (rôle écreteur qui permet l'amortissement des crues). La gestion raisonnée des eaux pluviales dans les zones aménagées est un enjeu environnemental fort à prendre en compte dans le présent projet.

Les ripisylves des cours d'eau constituent des espaces, en extension des réservoirs de biodiversité, qui peuvent servir de relais aux espèces. C'est notamment grâce à ces espaces que la dynamique écologique peut s'opérer entre les espaces forestiers et le milieu lacustre.



**Présence de 3 quais de déchargement à moins de 4 km**

Il n'existe aucune étude sur la faune et flore lacustre des trois quais à moins de 4 km, du fait des remous dus aux appontements fréquents....en d'autres termes, on quadruple la fréquence !

Le transport lacustre sur la France est dirigé sur Port Pinard-Amphion<sup>26</sup> ; ainsi, tout matériau entrant par voie lacustre doit sortir du port par une route unique de type 2<sup>27</sup>.

Les engagements de transport lacustre **Sagradranse** Meillerie consistent à transporter 100.000 Tonnes par voie lacustre ; or, l'addition de l'engagement **Sagrave**-Chavaz St Gingolph est de 150.000 Tonnes, soit un total de 250.000 Tonnes cumulées, pour un passage admissible de 50.000 Tonnes.

**SUR LE TRAITEMENT DES DEBLAIS SUISSES EN FRANCE**

Le dossier prévoit de collecter 4.000.000 M<sup>3</sup> de déblais en provenance de la Suisse et France, soit 8.000.000 Tonnes. Ce volume (ce poids) est supérieur à la production de matériaux de 3.570.000 M<sup>3</sup> ; de ce constat, un certain nombre de conflits en découleront :

- Cette stratégie est en totale contradiction avec le besoin impérieux de stockage des déblais inertes du Chablais ; Le chablais est en gros déficit de décharges
- Pour les 8.000.000 Tonnes de déblais en provenance de la Suisse et France, il faudra : 444.000 transports de 5 km pour aller en zone de stockage .....ce qui correspond à 2.2 millions de km à 30l / 100 km soit 666.000 litres de Gas-oil produisant 2.65kg de C<sup>O2</sup> au litre = 1800 Tonnes de C<sup>O2</sup> pour le transport des déblais en zone de stockage<sup>28</sup>.

**Risques majeurs de pollution du Lac Léman**

Ainsi, n'ont pas été étudiés les risques de pollution des eaux du lac :

- ✚ Les déchets inertes de remblaiement sont en contact direct avec la nappe d'accompagnement du lac par infiltration des eaux de ruissellement dans les déblais qui in fine percoles jusqu'au lac ;

<sup>26</sup> Amphion = Port Pinard, spécialisé selon le pétitionnaire pour le chargement de Chalands ; ainsi, il s'agit bien de l'export Suisse et non de l'import !

<sup>27</sup> Voirie légère de déserte locale, petit gabarit, avec un flux maximum de 50.000 tonnes.

<sup>28</sup> Il faut ajouter ces données le boteur de mise en œuvre.

- ✦ Risque non étudié de pollution des eaux du lac via des polluants intrinsèques amenés par les déblais.

## SUR LES ZONES REDHIBITOIRES

### Article R.122 Code de l'environnement

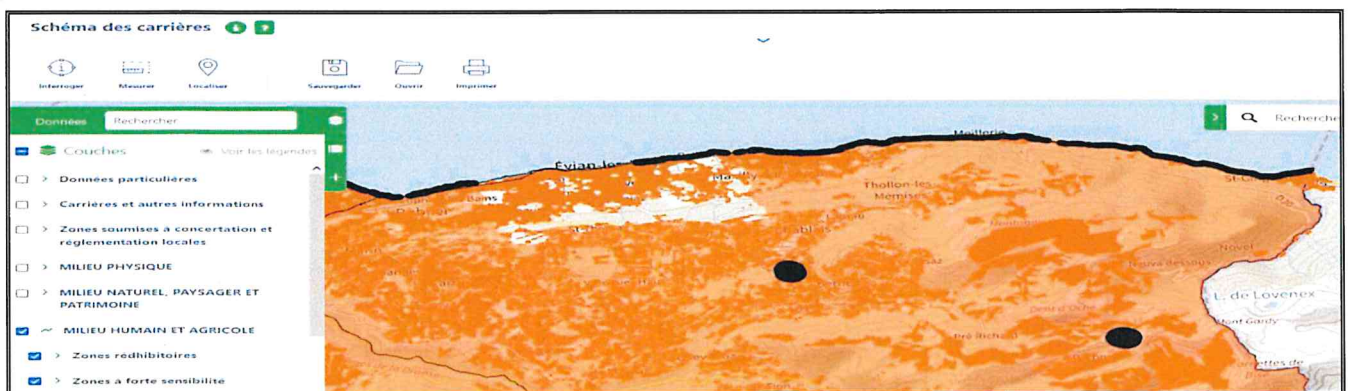
« 8° Les mesures prévues par le maître de l'ouvrage pour :

- éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ;
- compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le maître d'ouvrage justifie cette impossibilité.

La description de ces mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes, de l'exposé des effets attendus de ces mesures à l'égard des impacts du projet sur les éléments mentionnés au 5° ; »

### Schéma Directeur des carrières

Ainsi, selon le [schéma des carrières](#), les zones rédhibitoires sont cartographiées de la manière qui suit :



Les données supra sur les éléments rédhibitoires permettent de confirmer que le dossier est non conforme au schéma directeur des carrières et donc par principe de consécution, au respect de la loi littoral.

La carte inscrit en noir les zones verrouillées (dites zones sacralisées), soit :

- 100 mètres en bordure du lac ;
- et 50 mètres le long du ruisseau.



## Classification des enjeux connus en région Auvergne-Rhône-Alpes

	1_Sensibilités REDUITES	2_Sensibilité MAJEURE	3_Autres zones à forte sensibilité	ENJEUX SOUMIS A REGLEMENTATION PROPRE/ZONAGES
Occupation du territoire, urbanisme	Zone littorale : rives grands lacs tampon de 100mètres	Zones la montagne (rives 300 m des plans d'eau de moins de 1000 ha)	Zones urbanisées (enjeu de proximité)  Commune sensibles à la qualité de l'air	Plans de prévention des risques (PPR)  Plans de protection de l'atmosphère et aquifères (PPA)
Agriculture, forêts			Perimètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN/PENAP)  Zones agricoles protégées (ZAP)  Toutes zones sous SICO (AOC, AOP, IGP, LR, AB)	Espaces agricoles  Espaces forestiers
Eau	Cours d'eau : les mineurs et zone de 50 mètres pour les cours d'eau de 7,5 m de large, 10 smm (AM du 22/09/94), et canaux domaniaux  Espace de mobilité (AM du 22/09/94)  Périmètre de protection de sources minérales (inclus les eaux utilisées à des fins thérapeutiques)  Périmètre de protection immédiat de captage eau potable (PPP)	Emprise nappe d'accompagnement (nappe Allier et affluents, les majeurs et alluvions récentes)  Le moyen de la Loire et ses affluents (CC3P- enjeu digues)  Périmètre de protection rapproché de captage eau potable (PPR)	Espaces de bon fonctionnement des cours d'eau  Zones de sauvegarde des structures stratégiques pour l'alimentation en eau potable (SDAGE RM 56) – échelle résultat d'étude  Zone à cheval plus strict (ZCS) (SDAGE AG B24) – échelle partie de masse d'eau  Périmètre de protection éloigné de captage eau potable (PPE)	Lit majeur des cours d'eau (AM du 22/09/94)  Ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable (SDAGE RM 56) – échelle masse d'eau  Zone à protéger pour le futur (ZPF) (SDAGE AG B24) – échelle masse d'eau  Zones de répartition des eaux (ZRE) – déséquilibre quantitatif  Aires d'alimentation de captage (AAC) – enjeu minants
Nature	Cœur de Parc National (PN)  Réserve Naturelle Nationale (RNN)  Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB), de géoparc d'habitats  Forêt de protection  Réserve biologique intégrale ou dirigée	Réserve naturelle régionale (RNR)  Réserve nationale de chasse et faune sauvage  Sites à gestion conservatoire (Conservatoire des espèces naturelles (CEN), Conservatoire du littoral, autres)  Zones de mesures compensatoires  Espaces naturels sensibles (ENS) selon ses objectifs	Zones humides (inventaire départemental)  Zones Natura 2000 ZSC  Génistes de Géoparc UNESCO	Traite verte et bleu, réservoirs de biodiversité, corridors écologiques (SRA/IDEF)  ZNIEFF de type I  Zones Natura 2000 ZPS  Géoparc UNESCO  Inventaire national du patrimoine géologique
Culture, paysage		Sites classés antérieurs au projet de nouvelle carrière  Sites UNESCO	Sites patrimoniaux remarquables (SPR)  Directive de protection et de mise en valeur des paysages (Salléve)  Zones de plans de PNR ou classés dans la charte n'ayant pas vocation à accueillir de carrières  Sites UNESCO Chaîne des Puy de la Vierge (cas de l'artisanat)	Sites inscrits et paysages non protégés (Art. R111-27 attente aux paysages, sites et perspectives monumentales)  Abords monuments historiques (Art. L611-1 et suivant (code du patrimoine)  Parcs naturels régionaux (PNR)

## SUR L'UTILISATION INDUSTRIELLE DE L'EAU

La consommation d'eau de lavage est liée à la proportion de fines<sup>29</sup> dans le gisement à traiter.

Selon les rapports sur l'optimisation du recyclage des eaux de procédé dans les carrières de granulats en la matière<sup>30</sup>, la quantité d'eau consommée par tonnes de granulats issus de calcaire concassé est comprise entre 2,5 et 6 m<sup>3</sup>/tonne de granulats produits ; soit pour 400.000 Tonnes/an \* 4 (moyenne) = 1.600.000 m<sup>3</sup>/an

Le porteur du projet CHB évoque le captage d'un suintement existant au sein du site ainsi puis, un prélèvement dans le lac Léman avec une prise d'eau dans le lac.

Toutefois, l'idée d'un captage visant l'usage de cette ressource en eau doit être abandonné ; il doit en être de même pour le prélèvement dans le Lac Léman.

La première proposition est fautive, la seconde est irréaliste !

<sup>29</sup> Le lavage des granulats est une étape industrielle indispensable pour supprimer les particules fines contenues naturellement dans le gisement et ainsi permettre au produit d'obtenir l'adhérence suffisante pour un usage avec des liants (ciment, chaux, bitume...)

<sup>30</sup> Le porteur de projet CHB fait mention d'un rapport BRGM MAIS il date de Février 2000 !

L'utilisation de l'eau en circuit fermé afin de limiter les consommations en eau, est inconséquente et ne repose sur aucune étude sérieuse.....Le porteur de projet CHB procède par affirmations et « *sur la base de données bibliographiques* » ; il invoque un « *taux de recyclage 90%* » !

Tout site doit être en mesure de démontrer sa consommation nette d'eau de lavage ; pour ce faire, il doit avoir :

- Soit un comptage au niveau du pompage lorsque l'on utilise un clarificateur<sup>31</sup> ;
- Soit un comptage au niveau du pompage et un second au niveau du rejet des boues de lavage<sup>32</sup>

Cependant le porteur de projet CHB ne propose **aucune mesure** visant :

- L'optimisation des abattages de poussières ;
- L'enrobage de certaines pistes ;
- La mise en place de contrôles des réseaux, détection de fuites ;
- La mise en place d'un système de compteurs mesurant les circulations d'eau dans le process ;
- La mise en place d'un bac de décantation ;

Le porteur de projet CHB semble vouloir maintenir dans l'ignorance des volumes d'eau recyclés et de la performance du système, le public et les acteurs sociaux !

Le porteur de projet CHB se garde de proposer un suivi de la qualité physico-chimique des eaux dans le Lac Léman (hydrocarbures, métaux MES, DBO et DCO ), et de préciser la quantité d'eau infiltrée.

**Il est donc certain que le projet nuira au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle.**

Par ailleurs, la réglementation helvétique est particulièrement contraignante pour ce qui concerne le pompage en eau sur le Lac ; le porteur de projet CHB ne fait état d'aucune réglementation !

En ce qui concerne le règlement helvétique, une requête en autorisation ou demande de concession est nécessaire pour prélever de l'eau dans le lac que ces prélèvements soient utilisés à des fins hydrauliques, hydrothermiques, industrielles ou agricoles.

Ainsi, l'autorisation peut être refusée ou soumise à des garanties si elle porte atteinte notamment à l'hygiène publique, la qualité de l'eau, le débit du cours d'eau, etc ; la délivrance d'une autorisation ou d'une concession de pompage dans un cours d'eau est liée à :

- une autorisation spéciale selon l'article 8 de la [loi fédérale sur la pêche](#) (Service de la pêche)
- dans certains cas, une permission d'occupation du domaine public cantonal
- si besoin, une autorisation de défrichement (Office cantonal de l'agriculture et la nature)

---

<sup>31</sup> Eau d'appoint = Eau pompée

<sup>32</sup> Eau d'appoint = eau pompée – eau rejetée



Qu'en est-il du droit français en la matière, le porteur de projet CHB ne fait aucune mention sur cette question épineuse :

*L'État gère la partie française du lac Léman. Celui-ci fait partie du domaine public fluvial (DPF). À ce titre, l'État réglemente les usages sur le plan d'eau ainsi que les occupations de ce domaine. En vertu du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), "nul ne peut, sans autorisation délivrée temporairement ou provisoirement par l'autorité préfectorale, occuper ou utiliser le domaine public fluvial. Cette autorisation doit être compatible avec la destination du lac et peut être refusée pour des motifs d'intérêt général." Cette autorisation est personnelle et non transmissible. Elle est aussi temporaire, précaire, révocable à tout moment, et soumise à redevance.*

Ainsi, pomper de l'eau dans le lac, revient à utiliser un bien public à des fins personnelles ..... L'autorisation sera-t-elle délivrée sous réserve du résultat de l'enquête publique !

Le porteur de projet CHB ne produit aucun plan de géomètre qui indiquerait l'état du pompage, la méthode, le modus operandi, le tracé...

Le projet ne prévoit pas avec sérieux les mesures d'évitement, de réduction et de compensation établies pour la durée de l'exploitation.

Il conviendrait de mettre en place un « observatoire environnemental » qui devrait permettre d'analyser l'ensemble des données de suivi recueillies et de réajuster les mesures d'évitement, de réduction et de compensation qui vont devenir nécessaires du fait des effets cumulés cf. Recommandation MRAe\_16

Le dossier devrait :

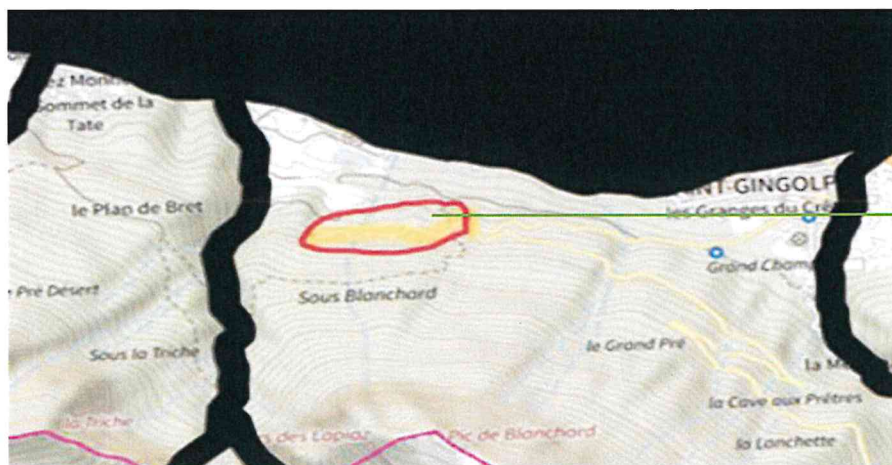
- Prévoir une mise en œuvre d'un dispositif de suivi de l'état de l'environnement et des mesures d'évitement et de réduction mises en place ;
- Prévoir une mesure de compensation en l'absence d'incidences résiduelles significatives notamment sur la biodiversité ;
- Décrire les différents suivis qui couvrent les différentes thématiques traitées, ainsi que leur périodicité et leur financement.

Le porteur de projet CHB ne s'engage fermement ni à augmenter la fréquence du suivi de l'efficacité du dispositif de gestion des eaux pluviales, ni à compléter son dispositif par le suivi de l'efficacité des mesures concernant la biodiversité.

Le porteur de projet CHB ne décrit donc pas le dispositif mis en place pour réajuster les mesures d'évitement et de réduction si nécessaires.

## SUR LE CHEMIN FORESTIER

Sur ce document officiel, nous observons l'emplacement exact du chemin forestier (en rouge) qui sert de base d'alibi aux chemins de déserte de carrière qui en aucun cas ne pourrait partir du CD traversant le bourg de St Gingolph ; Il ne peut démarrer que du site lui-même.



Le traitement de la réalité du tracé du chemin de déserte carrière est en totale contradiction avec la réalité d'implantation ; cette information est détournée et fallacieuse

Enfin, sur la création d'une route d'exploitation en Espace Boisé Classé, et en rapport avec les lois littoral et montagne :

- aucune demande de défrichement,
- aucune création d'une route dédiée à l'exploitation des matériaux en zone EBC

## SUR LES DIX NEUF (19) RECOMMANDATIONS DE LA MRAe

Les 19 recommandations de la MRAe (avis sur 21 pages)

1	<b>Recommandation MRAe_page6</b> L'Autorité environnementale recommande de préciser les volumes moyens annuels de matériaux qui seront recyclés dans le cadre du projet.
2	<b>Recommandation MRAe_page8</b> L'Autorité environnementale recommande d'exposer de façon claire l'état de l'environnement et le scénario de référence, de reprendre l'évaluation des incidences sur ces bases et de revoir si besoin les mesures d'évitement, de réduction et de compensation.
3	<b>Recommandation MRAe_pages9_10</b> L'Autorité environnementale recommande de préciser les stations de mesures utilisées pour déterminer la qualité de l'air et les vents, de justifier leurs représentativités respectives par rapport aux sites d'études et de comparer les valeurs mesurées pour la qualité de l'air aux seuils de référence révisés en 2021 par l'OMS. Elle recommande d'exposer l'état de l'environnement après arrêt de l'exploitation de la carrière de la Chenilla, et donc du trafic, du bruit, des vibrations et de la qualité de l'air, sur la base de mesures spécifiques si nécessaire.
4	<b>Recommandation MRAe_page10</b> L'Autorité environnementale recommande de compléter l'étude d'impact par des photographies du site d'étude « ponton du Locum » depuis la surface du lac Léman.
5	<b>Recommandation MRAe_page12</b> L'Autorité environnementale, au vu de la richesse faunistique des sites d'études et du nombre d'espèces protégées présentes, recommande de réévaluer les niveaux d'enjeux retenus.
6	<b>Recommandation MRAe_page13</b> L'Autorité environnementale recommande de caractériser l'état initial des ruisseaux de La Chiénaz et du Châble, de la source présente sur le site et du Léman dans le secteur du projet.
7	<b>Recommandation MRAe_page12</b> <u>L'Autorité environnementale recommande de mieux étayer le besoin de création de cette carrière, fondé sur les manques existants en Haute-Savoie, au regard de la destination helvétique projetée de plus de la moitié de sa production.</u>
8	<b>Recommandation MRAe_page14</b> L'Autorité environnementale recommande d'intégrer les tirs de mines dans les simulations des niveaux de bruit afin de s'assurer de l'absence d'impact pour le voisinage et si tel n'est pas le cas de prévoir les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation nécessaire



9	<b>Recommandation MRAe_page14</b> L'Autorité environnementale recommande : <ul style="list-style-type: none"> <li>d'étayer les affirmations relatives aux incidences en termes de bruit, de vibration et de qualité de l'air en s'appuyant sur le retour d'expérience de la carrière antérieure ;</li> <li>de s'engager à réaliser du double fret routier ;</li> <li>que soient présentées les éventuelles observations formulées par les riverains au cours de l'exploitation qui a eu lieu jusqu'en 2021 et les suites qui y avaient été données. Elle recommande qu'un tel dispositif de recueil de suivi en continu des observations soit pérennisé ou mis en œuvre, s'il était inexistant auparavant.</li> </ul>
10	<b>Recommandation MRAe_page15</b> L'Autorité environnementale recommande de qualifier l'impact du projet au niveau du quai de déchargement du Locum depuis le lac Léman et de mettre en œuvre les mesures adaptées pour les éviter, les réduire ou les compenser.
11	<b>Recommandation MRAe_page16</b> L'Autorité environnementale recommande que la mesure "d'accompagnement" consistant en l'installation de deux gîtes à chiroptères soit renforcée et requalifiée et permette d'assurer l'absence d'incidences sur les chiroptères
12	<b>Recommandation MRAe_page17</b> L'Autorité environnementale recommande que le porteur de projet s'engage fermement à la mise en œuvre de mesures permettant de s'assurer de l'absence d'impact sur les habitats des espèces protégées et d'une manière générale sur la flore et la faune aquatiques présentes dans les eaux du Léman, dans le secteur du quai de déchargement du Locum.
13	<b>Recommandation MRAe_page18</b> L'Autorité environnementale recommande de mieux étayer l'affirmation d'absence de perte nette de biodiversité et si besoin de renforcer les mesures compensatoires.
14	<b>Recommandation MRAe_page18</b> L'Autorité environnementale recommande de documenter le dimensionnement des rétentions d'eaux pluviales et de prendre en compte pour celui-ci les effets du changement climatique.
15	<b>Recommandation MRAe_page19</b> L'Autorité environnementale recommande de décrire précisément dans quelle situation des déchets provenant de sites contaminés pourraient être acceptés sur le site, d'évaluer les incidences associées et présenter les mesures prises pour les éviter, les réduire et si besoin les compenser.
16	<b>Recommandation MRAe_page19</b> L'Autorité environnementale recommande de compléter le bilan carbone présenté en incluant les émissions dues aux déplacements des engins sur la carrière, aux installations de traitement des matériaux et à la perte de stockage de carbone des surfaces qui seront défrichées.
17	<b>Recommandation MRAe_page19</b> L'Autorité environnementale recommande d'étudier les effets cumulés du projet avec la carrière de Meillerie, située à quatre kilomètres à l'ouest, notamment en matière de paysage et de trafics routier et lacustre et avec les travaux de protection de la RD 1005 à proximité
18	<b>Recommandation MRAe_page20</b> L'Autorité environnementale recommande de justifier qu'un suivi visuel du colmatage éventuel des habitats aquatiques du lac Léman, au niveau du site du Locum, sera suffisant et d'en préciser la méthodologie. Elle recommande d'étendre le dispositif de suivi à toutes les mesures qui auront été prévues et de préciser les paramètres suivis pour les eaux rejetées.
19	<b>Recommandation MRAe_20</b> <b>L'Autorité environnementale recommande de prendre en compte dans le résumé non technique les recommandations du présent avis.</b>

### Observations sur la réplique du porteur de projet CHB face aux 19 recommandations de la MRAe

Le porteur de projet CHB procède par affirmations et se contente de proposer sans invoquer les mesures précises.

Le porteur de projet CHB ne répond pas aux interrogations de la MRAe ; la référence à une note « cf. note jointe au document » : **cependant cette note visant le Chablais n'est pas produite** par le porteur de projet CHB !! ...seul le déficit en suisse est concerné ! Il convient de nouveau de préciser que le Groupe Chavaz\_CHB\_Sagrave\_Sagrasange est en situation de monopole sur les **carrières Chablaisiennes** ;

N° DE PAGE DE L'AVIS	REMARQUE DE LA MRAE
p.13	L'Autorité environnementale recommande de mieux étayer le besoin de création de cette carrière, fondé sur les manques existants en Haute-Savoie, au regard de la destination helvétique projetée de plus de la moitié de sa production.

Le projet de carrière de St-Gingolph vise essentiellement à alimenter un marché local pour la partie française, tout comme la partie suisse dont la frontière se trouve à seulement à moins de 2 km.  
A noter que le canton de Vaud en Suisse, **tout comme le Chablais**, fait face à un déficit de matériaux produits (cf. note jointe au document).

De plus, la perspective de développement d'un transport alternatif à la route, via le transport lacustre, qui dessert ce marché local français et suisse permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre du projet.

Pour mémoire, sans le projet de carrière, les émissions de gaz à effets de serre liées au transport des matériaux sont plus importantes qu'avec la réalisation du projet (cf. Bilan carbone - Annexe 15).

S'agit-il d'un déficit ou d'un manque ?

Aucune étude n'est présentée sur cette question !

Il est certain que le groupe CHB-Sagrave-Sagradranse détient 80 % des carrières de roches massives en Haute Savoie cf. Mémoire

En effet, le porteur de projet CHB produit une analyse MAIS de la seule situation helvétique sur la base :

- d'un article de presse ;
- d'un 1<sup>er</sup> site : [Les Vaudois et leur bac à sable magique - Heidi.news](#)
- d'un second site : [Trois sœurs face aux seigneurs du béton - Heidi.news](#)
- d'un avis du Conseil d'état ; REPONSE DU CONSEIL D'ETAT JUSTIFIANT DU DEFICIT DE MATERIAUX PRODUITS EN SUISSE : <https://www.vd.ch/toutes-les-actualites/decisions-du-conseil-detat/seance-du-conseil-detat/decision/decision/dec811ab-c4a9-4bd2-b02b-5097208e6948>

La réponse du conseil d'état Suisse est claire :

« Dans sa réponse à une interpellation du député Claude-Alain Gebhard, le Conseil d'État souligne que plusieurs décisions cantonales d'ouverture de nouveaux sites de carrières, gravières et décharges ont été prises depuis 2021. Ces décisions cantonales permettent de maintenir sur le court terme les réserves en granulats et les filières existantes de stockage définitif des déchets pour le secteur de la construction. Afin d'améliorer la situation sur le long terme, le Conseil d'État prévoit de réviser d'ici 2023 ses planifications directrices concernant les carrières, gravières et décharges. Le Conseil d'État précise également qu'un comblement de la carrière du Mormont est envisagé pour valoriser les matériaux d'excavation non pollués et restaurer les valeurs paysagères du site. Des études techniques sont encore nécessaires ainsi qu'une procédure d'autorisation incluant notamment une révision du plan d'affectation cantonal. »

Il est certain que le porteur de projet CHB, contrairement à ses affirmations, n'agit pas pour un « déficit » dans le Chablais mais pour une exportation de matériaux vers la Suisse par une utilisation intensive du réseau routier et du réseau fluvial et un rapatriement des déblais vers la France.

**Quid de la prise en compte des recommandations de la MRAe ?**



**Valeur & portée juridique de l'étude d'impact RNT**

Les articles [R.122-5](#) et [R.122-20 du code de l'environnement](#) prévoient, conformément aux exigences des directives européennes n° 2011/92/UE et n° 2001/42/CE, que l'étude d'impact d'un projet ou le rapport d'incidences d'un plan ou programme comporte « un résumé non technique - RNT »

L'étude d'impact RNT constitue un résumé de l'étude d'impact de **façon claire et concise**. C'est un document séparé de l'étude d'impact, à caractère pédagogique et illustré.

Le résumé non technique a pour objectif de faciliter la prise de connaissance par le public de l'étude d'impact, de saisir les principaux enjeux et impacts du projet et de prendre connaissance des mesures permettant d'aboutir à un projet de moindre impact environnemental.

Il s'agit donc d'une synthèse des éléments développés dans l'étude d'impact qui, tout en restant objective, ne peut s'avérer exhaustive.

Pour des informations complètes, notamment en termes de technique/méthodologie, il peut être nécessaire de se reporter aux documents sources.

**Objectifs du RNT**

En d'autres termes, le résumé non technique a pour objectif de faciliter la prise de connaissance par le public de l'étude d'impact, de saisir les principaux enjeux et impacts du projet et de prendre connaissance des mesures permettant d'aboutir à un projet de moindre impact environnemental.

Comment permettre aux citoyens et aux acteurs du territoire de bien comprendre un projet ou un plan ou un programme et ses enjeux ?

C'est le rôle du « résumé non technique » (RNT) du rapport d'évaluation environnementale.

Il doit expliquer brièvement le projet, plan ou programme et ses enjeux dans un langage accessible à tous.

**Absence de production du RNT par le porteur de projet CHB**

Le porteur de projet CHB ne se contente pas de produire un dossier soumis à consultation du public présentant un RNT peu accessible par manque d'illustrations, langage trop technique, document trop long sans efforts de réécriture..... **Le porteur de projet CHB n'en produit pas du tout !**

Le résumé non technique synthétise les informations contenues dans l'étude d'impact. Il est structuré sous forme de réponses aux questions que soulève le projet : **en l'espèce, la question est simple et porte sur la justification par le porteur de projet CHB de la nécessité d'ouverture de cette nouvelle carrière.**

**Respect des normes législatives et réglementaires régissant l'enquête publique**

Il est utile de rappeler que lorsqu'à l'issue d'une procédure d'enquête publique environnementale, le Commissaire-Enquêteur assortit son avis d'une ou plusieurs réserves et s'il s'avère que l'une au moins de ces réserves n'a pas été levée, son avis est alors regardé comme étant défavorable.

Le Conseil d'Etat<sup>33</sup> applique cette solution jurisprudentielle avec constance.

Certes, l'autorité administrative en charge d'approuver ou non le projet suite à l'enquête publique, n'est pas liée par l'avis du commissaire-enquêteur ; celui-ci étant un avis facultatif et non un avis conforme.

Toutefois, la qualité du rapport et des conclusions du Commissaire-enquêteur ainsi que le respect des normes législatives et réglementaires régissant l'enquête publique sont fondamentaux<sup>34</sup>, et ce par stricte application de [l'article R.129-13 code de l'environnement](#) ; dont extraits

*Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et **examine les observations recueillies.***

*Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, plan ou programme, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une **synthèse des observations du public**, une **analyse des propositions produites durant l'enquête** et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public.*

*Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans une présentation séparée, ses **conclusions motivées**, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.*

Il est évident qu'un tel projet est démesuré, et va à l'encontre des préconisations en matière de développement durable et d'écologie, avec tous les inconvénients qu'il est facile de constater.

<sup>33</sup> CE 13 juillet 2007, société carrières et matériaux, rec. p. 972 ; CE 19 mars 2008, ministre des transports, rec. p. 852-973

<sup>34</sup> En cas de recours contentieux contre l'acte administratif découlant de l'enquête publique (approbation ou rejet du projet), le juge administratif pourra annuler cet acte au motif que l'enquête s'est déroulée selon une procédure irrégulière.



**DEMANDES FAITES À MADAME LA COMMISSAIRE-ENQUÊTRICE**

Vu l'Enquête publique

Vu les Lois Littoral et Montagne

Vu l'article L.622-1 Code de l'environnement

Vu l'article R.122-1 du Code de l'Environnement

Dont extraits

*VI.- Les maîtres d'ouvrage tenus de produire une étude d'impact la mettent à disposition du public, ainsi que la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale, par voie électronique au plus tard au moment de l'ouverture de l'enquête publique prévue à l'article L. 123-2 ou de la participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123-19.*

**IL SERA DEMANDE A MADAME LA COMMISSAIRE ENQUETRICE****A TITRE LIMINAIRE D' INVALIDER l'enquête publique pour violation des textes impératifs :**

- Le porteur de projet CHB n'a pas respecté l'article L.622-1 Code de l'environnement en produisant hors délai l'avis de la MRAE, et le mémoire intégral (**Etude d'impact RNT non produite**) en réponse ;
- Le porteur de projet CHB n'a pas respecté l'article L.123-19 Code de l'environnement en produisant hors délai l'avis de la MRAE, et le mémoire intégral (**Etude d'impact RNT non produite**)

**A TITRE PRINCIPAL D' EMETTRE en son rapport un avis défavorable pour :**

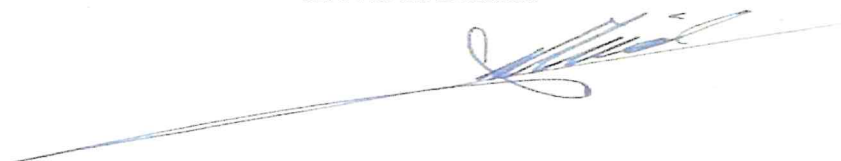
- Manque de précisions sur les impacts éventuels d'un tel projet sur l'eau, la flore et la faune ;
- Absence d'étude sur la faune et flore lacustre du fait des trois quais situés à moins de 4 km (remous dus aux appointements fréquents) ;
- Défaut de projection, d'analyse et d'étude écologique sur les effets cumulés des deux carrières des communes de Meillerie<sup>35</sup> et Saint Gingolph ;
- Non prise en compte de la Via Rhona ;
- Absence d'analyse du potentiel d'absorption de tonnes de l'accès Port Pinard sur la voirie de classe 2 ;
- Absence de définition sur la production de gaz à effet de serre quant au décapage des stériles et des déblais en provenance de la Suisse ;
- Non détermination des effets :
  - du transport lacustre intensif des déblais sur le Lac Léman ;
  - de l'usage des trois quais de déchargement
- Absence de retrait des 100 mètres du Lac Léman et des 50 m du ruisseau par application de la Loi littoral ;
- Intégration de la zone N dans l'emprise de l'autorisation et exploitation en zone N ;
- Construction d'une route d'exploitation en zone EBC (littoral) sans autorisation de déboisement et sous le couvert d'une route forestière existante ;
- Absence d'une étude d'écoulement des eaux superficielles qui vont se déverser sur la parcelle 1425 sans aucune concertation ;
- Absence d'une étude géotechnique sur la zone d'activité commune avec la SAS BOCHATON suite au remblaiement de 2.000.000 de Tonnes ;

<sup>35</sup> Carrière de roches massives «Les Etalins» à Meillerie qui vient d'être renouvelée en 2021

- Absence d'étude sur l'interaction avec la VIA RHONA en limite inférieure de site ;
- Absence de prise en compte de l'enquête publique en cours sur la D1005 qui concerne la surélévation du merlon existant et construction d'une galerie de type portique et d'une galerie de type casquette : Ladite enquête se déroulant du 9 octobre au 10 novembre 2023 ;
- Sous-évaluation de l'impact des tapis dans la zone des 50 mètres des berges ;
- Absence totale de prise en compte :
  - Du montant de l'indemnité d'éviction pour perte du fonds de commerce et qui correspondrait au montant moyen du chiffre d'affaires<sup>36</sup> ;
  - Des effets du bail commercial sur les aménagements (immobilisés et incorporés) réalisés par le groupe **Saggrave**\_CHB ;
  - De l'exploitation commerciale sur le Lac Léman qui relève du Domaine Public ;
- Absence de production du bail commercial ; étant précisé que la Bourgeoisie de Saint Gingolph n'est pas une Société Civile, mais une indivision<sup>37</sup> ;
- Absence de garantie de la surface d'exploitation du projet de 32 ha qui risque de s'étendre, par voie d'exception, à la surface mise à disposition par le forage consenti par la Bourgeoisie sur une surface de 220 ha
- Absence de justification sur la définition de la qualité de la roche massive eu égard au fait que le forage va porter sur plus de 200 hectares ;
- Refus de justifier de la nécessité de la carrière hors l'exportation vers Suisse pour les matériaux nobles et l'importation vers la France des déblais et déchets ;
- Absence d'une étude portant sur l'interaction entre le flux des camions et le flux des frontaliers, sur la D1005, devant le pont d'entrée du site et à Locum.

Fait à Hyères les Palmiers, le 30 octobre 2023 sur 38 pages

**Maître Yves BILLIoud**  
Avocat au Barreau



<sup>36</sup> Montant moyen du chiffre d'affaires sur trois années auquel s'ajouteraient les indemnités accessoires

<sup>37</sup> Application de la règle de l'unanimité